



DEPARTEMENT
ENVIRONNEMENT ET SOCIÉTÉS
DG

Construction d'un observatoire des agricultures et des territoires dans la région Caraïbe

Préparation des ateliers de concertation

**(Antigua, Barbados, Dominica, Grenada, Guadeloupe, Martinique, Saint-Kitts and
Nevis, Saint-Lucia, Saint-Vincent and Grenadines)**

*Rapport de mission préparatoire aux ateliers
07 – 20 avril 2008*

**Jean-Francois Le Coq, UPR ARENA
Elodie Valette, UMR TETIS
Claude Vuillaume, Coopération Régionale Caraïbe**

Avril 2008

Table des matières

1. Contexte	4
2. Objectifs	4
3. Méthode de travail.....	5
4. Les résultats.....	5
4.1 Synthèse globale des réunions : faisabilité d'un observatoire.....	5
4.1.1. Une perception globalement positive	5
4.1.2. Une diversité et un foisonnement d'expériences existantes.....	7
4.1.3 Quelques enjeux communs se confirment.....	8
4.1.4 Des thématiques d'intérêt émergent en relation avec ces enjeux.....	9
4.1.5 Intérêt d'un observatoire des agricultures et territoires des Caraïbes	10
4.2. Préparation des ateliers des 21-23 mai (Guadeloupe) et 27-29 mai (Sainte-Lucie).....	11
4.2.1. Proposition de programme et méthodologie (Atelier Guadeloupe)	11
4.2.2. Proposition de programme et méthodologie (atelier Sainte Lucie).....	12
4.2.3 Quelle mobilisation pour le CIRAD et ses partenaires ?	13
4.3. Quelques recommandations pour la construction du projet « observatoire »	14
4.3.1. Quelques orientations générales.....	14
4.3.2 Quelques idées ou enjeux liés à l'architecture	14
4.3.3 Quelques idées d'actions suggérées par les rencontres avec les acteurs.....	15
5. Conclusions	16
6. Actions à suivre et responsabilité.....	17
Références bibliographiques	18
ANNEXES	19
Annexe 1 : Programme de la mission.....	20
Annexe 2 : Liste des personnes rencontrées.....	21
Annexe 3 : Présentations PowerPoint introductives (français, anglais).....	25
Annexe 4 : Fiches de compte-rendus des réunions	31
Annexe 5 : Proposition de programme de l'atelier (Guadeloupe – Martinique) du 21 au 22 mai 2008 en Guadeloupe.....	50
Annexe 6 : Proposition de programme de l'atelier (Etat de l'OECS) du 27-29 mai 2008 à Sainte Lucie.....	53
Annexe 7 : Arbre à problèmes et à objectifs pour améliorer la compétitivité des petits producteurs des pays de l'OECS (Saint-Lucia, février 2007).....	58
Annexe 8 : Items prioritaires pour un Observatoire identifiés lors de la mission de L. Temple et M. Passouant, Mai 2006.....	59

Acronymes

AEC : Association des Etats de la Caraïbe ou ACS : Association of Caribbean States

CARAPn : Caribbean Regional Agriculture Policy Network

CARDI : Caribbean Agricultural Research and Development Institute

CARICOM : Caribbean Community and Common Market

CARIFORUM : Caribbean Forum

CARUTA: Caribbean Regional Unit for Technical Assistance

CDB : Caribbean Development Bank

CFNI : Caribbean Food and Nutrition Institute

CNIRD : Caribbean Network for Integrated Rural Development

CNRWP : Caribbean Network of Rural Women Producers

CRNM : Caribbean Regional Negotiating Machinery

IICA : Inter-American Institute for Cooperation on Agriculture

OECS : Organisation of Eastern Caribbean States

PROCICARIBE Caribbean Agricultural Science and Technology Networking System.

SPARC : Support to Poverty Assessment and Reduction in the Caribbean

UNDP : United Nations Development Programme

UWI : University of the West Indies

1. Contexte

Cette mission préparatoire s'inscrit dans la dynamique de construction d'un Observatoire des Agricultures et des Territoires au sein de la région Caraïbe. Cet Observatoire concernerait les départements français des Antilles françaises et six des membres de l'OECS, soit :

- Guadeloupe
- Martinique
- Saint-Lucie
- St-Vincent et les Grenadines
- Grenade
- Antigua
- Saint-Kitts et Nevis
- La Dominique

Elle fait suite à différents travaux et activités réalisés à partir de 2004 :

- Des missions d'évaluation et d'identification des besoins des partenaires de l'OECS ont eu lieu de 2004 à 2006 (12 missions Cirad/Inra) sur les thématiques filières (ananas, banane plantain, plantes à tubercules, petits ruminants, cercosporiose, maladie des agrumes, jaunissement mortel du cocotier, culture légumière, plantes ornementales,) et des thématiques transversales (SIG – télédétection (Bégué & Todoroff, 2005), Organisations de producteurs (Baron, 2006), etc.) ;
- Un atelier « amélioration de la compétitivité des petits agriculteurs des Etats de l'OECS » a été organisé en novembre 2006 à Sainte Lucie, qui a permis de définir le cadre logique d'activités de recherche et de développement. La réunion de suivi de février 2007 a permis de définir les axes d'interventions prioritaires ([→ annexe 7 : arbres à problèmes et arbres à objectifs](#)).
- Des missions de prospection portant plus spécifiquement sur les besoins en termes d'informations (missions Temple & Parrot, 2006 ; Passouant & Temple, 2006 ; Bégué & Todoroff, 2005) ont également été réalisées. ([→ annexe 8 : items prioritaires selon mission Passouant Temple en Guadeloupe](#)).
- Une dynamique de création d'un consortium entre les principaux partenaires de la recherche et développement est en voie de finalisation (OECS, PNUD, Ambassade de France, IICA, CARDI, Univ West Indies, UAG, CIRAD, CEMAGREF, INRA, IRD)

A la suite de ces diverses activités, l'organisation et la tenue de deux ateliers (Sainte-Lucie et la Guadeloupe) sont prévues en mai 2008 (mission prévue 19-31 mai 2008), afin de préfigurer la forme et le contenu d'un futur Observatoire.

2. Objectifs

Les objectifs de la mission étaient les suivants :

- identifier les partenaires pour la réalisation des ateliers
- pré-identifier les besoins et demandes de ces partenaires
- préparer le programme des ateliers
- ébaucher une stratégie d'intervention pour la construction du projet d'Observatoire

3. Méthode de travail

La mission s'est déroulée du 07 au 20 avril 2008 (→ [annexe 1 : programme de la mission](#)). Elle a permis de rencontrer l'essentiel des partenaires (Organismes publics locaux, nationaux, internationaux, Organisations de Producteurs, Organismes de recherche) à impliquer dans le montage de l'observatoire (→ [annexe 2 : liste des personnes rencontrées](#)). Ces rencontres des partenaires ont pris la forme de réunions de travail dans chacune des îles visitées (Guadeloupe, Martinique, Saint-Lucia, Barbados, Saint-Vincent, la Grenade, Antigua¹, Saint-Kitts, La Dominique). Pour chaque réunion, était présentée l'initiative, son origine, les premières hypothèses (→ [annexe 3 : présentations PowerPoint en français et en anglais de la démarche observatoire](#)) afin d'initier un débat sur les besoins des partenaires et l'exposé d'initiatives existantes.

Ces réunions nous ont permis d'identifier chemin faisant des thématiques transversales prioritaires pour la construction de collaborations, ainsi que des besoins en information spécifiques. Les hypothèses initialement énoncées quant à la possible structuration de l'Observatoire ont été réorientées sur les bases des discussions menées. De la même manière, le programme des ateliers de Sainte-Lucie et de la Guadeloupe a été construit sur ces bases.

4. Les résultats

4.1 Synthèse globale des réunions : faisabilité d'un observatoire

Pour chacune des réunions, une fiche de compte-rendu a été produite (→ [Annexe 4 : Comptes-rendus des réunions](#))

4.1.1. Une perception globalement positive

Les réunions ont permis de confirmer l'intérêt des acteurs (MOA, OP, Organismes de recherche) pour l'observatoire

- Intérêt pour une identification et une structuration de l'information existante
- Intérêt pour une animation des échanges d'information (réseaux)
- Intérêt pour une coopération régionale
- Préoccupation pour que cette initiative ne vienne pas concurrencer ou dupliquer des initiatives existantes.
- Préoccupation pour que cette initiative réponde en priorité aux enjeux locaux et développe des actions à l'échelle de chacune des îles.

L'initiative a été globalement bien accueillie sur la base des constats suivants :

- Foisonnement de l'information mais difficulté d'organisation de cette information et faiblesse de la valorisation des données produites

¹ Une panne d'avion à l'aéroport de Grenada nous a empêché de rallier Antigua à temps et la réunion a dû être annulée. En revanche, nous avons pu rencontrer le directeur de la Chambre d'Agriculture à notre retour de Saint-Kitts, le soir du 17 avril, pour un entretien de deux heures environ. Claude Vuillaume rencontrera l'ensemble des partenaires sous peu, suivant le même ordre du jour que la réunion initialement prévue.

- Foisonnement des expériences menées mais méconnaissance relative à l'échelle nationale et régionale
- Manque d'information et de données sur des thématiques spécifiques
- Manque d'information prenant spécifiquement en compte chaque contexte insulaire

Cependant des nuances dans les perceptions sont à relever :

- Guadeloupe. La perception globale est positive dans le sens d'une création de données spécifique au contexte local et d'une meilleure valorisation des données produites sur des thématiques prioritaires². Des doutes sont émis quant à la possible mise en commun de données à l'accès et à la diffusion très strictement réglementés.
- Martinique. Les expériences en termes de Base de données et GIS sont apparues très avancées. Une coopération régionale est portée par le Conseil Général, sur la base du transfert de ses compétences en SIG, gestion des risques. La demande irait davantage dans le sens d'un inventaire des expériences en cours, via la création d'un portail commun, sans fusion des différentes initiatives. Une deuxième demande vise à améliorer la fiabilité des données (contradiction de données douanières par exemple).
- Sainte-Lucie. Les expériences en cours ne semblent pas très avancées (Hub and Spokes project, CaraPn). L'éventualité de production de données originales et de valorisation de données existantes est accueillie très favorablement.
- St-Vincent et les Grenadines. Les questions sont nombreuses vis-à-vis du projet : quels vont être les bénéfices d'un tel projet ? Qu'observera-t-on ? Qui va payer ? Une fois des explications fournies, le projet est accueilli favorablement, sans que des demandes très précises ne soient formulées en termes d'information. Le Ministère souhaite se positionner à partir d'une version plus aboutie du projet.
- Grenade. La perception du projet est particulièrement positive (bonne compréhension et intérêt marqué pour le projet), avec une forte sensibilité pour la dimension régionale (des coopérations en cours). De nombreuses demandes ont été exprimées, notamment autour de l'approvisionnement en intrants (pour faire baisser les coûts de productions), l'appui aux organisations de producteurs, l'utilisation effective des informations créés ou mobilisées par l'observatoire, la gestion des risques naturels.... Une demande spécifique en termes de mise en place d'un portail d'information et de facilitation des échanges d'expériences entre Etats a été formulée.
- Saint-Kitts and Nevis. Un fort intérêt est émis pour le développement de coopération avec le Cirad sur une large gamme d'interventions (technique, études, etc...). Les participants ont montré un intérêt certain pour le projet d'observatoire. Dans un contexte de restructuration profonde de l'agriculture suite à la fermeture en 2005 de l'usine de canne à sucre (filrière traditionnelle principale), les questionnements sont nombreux : quels types d'agriculture pour l'avenir ?, comment mieux faire profiter l'agriculture locale du développement rapide et important du tourisme (certification, normes) ?. Dans ce contexte de transition, les besoins d'information (étude diagnostique, remote sensing,...) sont particulièrement forts pour construire des

² La réunion n'a pas permis d'identifier ces thématiques. L'un des produits attendus de l'atelier ou de réunions ultérieures est justement de préciser ces thématiques prioritaires pour initier la dynamique de l'Observatoire.

politiques agricoles adaptées et ont fait l'objet d'une demande claire de la part des partenaires.

- Antigua : la rencontre avec le représentant de la Caribbean AgriBusiness Association, organisation de niveau régional a confirmé l'intérêt de la démarche d'observatoire couplée à un appui aux OP. En particulier, le manque d'information utile ou son accès a été souligné, l'intérêt d'une meilleure connaissance des dynamiques des OP ainsi que des marchés potentiels et des zones de production pour permettre le renforcement des dynamiques de développement intégrant les différentes îles a été souligné. Néanmoins, la crainte d'un projet construit par et pour les chercheurs a été évoquée.
- La Dominique. Un fort intérêt a été soulevé par l'initiative ; les partenaires locaux, présents en grand nombre, ont indiqué de nombreuses initiatives en cours qu'il conviendrait d'articuler au futur projet. La nécessité de ne pas dupliquer ou concurrencer ces initiatives existantes (même si elles ne sont pas couronnées de succès) a été clairement affirmée. Un intérêt pour les problématiques d'accès aux marchés pour les producteurs (lutte contre la variabilité des prix, formes contractuelles,...) a été manifesté. En particulier, l'intérêt de promouvoir/renforcer un modèle de développement agri-touristique permettant de maintenir l'environnement naturel de qualité de la Dominique, et ainsi de faire valoir sa singularité, a été souligné

4.1.2. Une diversité et un foisonnement d'expériences existantes

La mission a identifié différentes initiatives comme devant être prises en compte dans le montage du projet. Naturellement, la brièveté de la mission ne nous a pas permis d'identifier ces initiatives de façon exhaustive, et les expériences mentionnées ici le sont principalement à titre d'exemples. Ce travail d'identification formel devrait être mené avant la construction du projet d'Observatoire.

→ au niveau Guadeloupe et Martinique, pour mémoire :

- SIG 972 (Martinique)
- SIGMA (Martinique)
- Club SIG (Guadeloupe)
- Tsigane : projet (non abouti) de système d'information, plateforme intégrant divers modules développés par le CIRAD pour la gestion de la canne à sucre à la Guadeloupe (cf. en suivant)
- Rainette (<http://rainette.cirad.fr/>) : gestion de base de données agroclimatiques et outil d'aide à la décision ; portail web accessible aux producteurs.
- Sucrette (clos en 2005) : logiciel de cartographie de suivi de la récolte de la canne par images satellites
- Mosaicas : simulation de la croissance des cannes à sucre
- Géoclip : gestion et diffusion des données agronomiques des parcelles agricoles cartographiées

Pour plus de détails, cf. missions Passouant & Temple, 2006 et Temple & Parrot, 2006.

→ au niveau de l'OECS

- Agriculture Workshop Seminar (initiative OECS Secretariat / "Hub and Spokes" Project). 'Building the Capacity of ACP Countries in Trade Policy Formulation, Negotiations and Implementation' - is a joint initiative concluded by the European Commission (EC), the Commonwealth Secretariat (ComSec) and the Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) with the support of the ACP Secretariat. The OECS Secretariat in collaboration with the Hub & Spokes project held a workshop Seminar for statisticians and planners of the MOA's in Dominica from 26 to 29 November 2007. The workshop aimed at addressing issues pertaining to the implementation of a system for the compilation of agricultural statistics to provide

data on production, and trade in agricultural products as well as other pertinent information to inform forecasting and positions on international trade negotiations.

- **SPARC (UNDP)** This multi-donor programme is a coordinated response designed to provide capacity building inputs to support the strengthening of poverty and MDG monitoring and social policy development systems in Caribbean countries. It has been designed to build on existing statistical support programmes developed and supported by the [CARICOM](#), the [Caribbean Development Bank](#) (CDB), the UN system and other development partner agencies. The participating agencies have agreed to focus their support on inputs linked to the achievement of the MDGs as well as on supporting the strengthening of national and regional capacities to systematically collect, analyze and disseminate social data to inform social policy formulation. The overall outcome of this programme is intended to result in a systematic and coherent flow of donor inputs to support a Caribbean wide system of social data capture, poverty monitoring and policy development.

- **Regional Agricultural Annual review (FAO/UE)**. L'Union Européenne a signé une convention sur 3 ans avec la FAO pour la réalisation annuelle d'une compilation de données statistiques sur les 4 îles de Sainte-Lucie, Grenade, La Dominique et Barbade (non OECS). L'objectif est la réalisation d'un outil simple, pouvant être facilement repris à l'issue du projet par les différents services de l'Etat.

→ au niveau Caricom

Trois principaux réseaux de coopération régionale en agriculture au sens large existent aujourd'hui, avec des degrés divers de dynamisme et d'action.

- **CARAPN (IICA / CTA)** This Regional Agricultural Policy Network is designed to contribute to the fundamental transformation of the agricultural sector of the CARICOM/CARIFORUM countries through strengthening the process of agricultural policy decision making. In collaboration with national, regional and international institutions and other networks, the network will strengthen linkages at the national and regional levels and contribute to cost-effective agricultural policy decision making. <http://www.carapn.net/>
- **CaribVET** Ce Réseau Caraïbéen de Santé animale a pour but, via un portail web (www.caribvet.net) de disséminer des informations relatives à la situation de la santé animale dans la Caraïbe, et propose de nombreuses ressources pour les professionnels de la santé animale.
- **PROCICARIBE (CTA/IICA/CARDI)**. The Caribbean Agricultural Science and Technology Networking System is designed to provide an institutional framework by which the region can design and implement strategies for the integration and coordination of agricultural research at the national and regional levels with linkages to international organisations. <http://www.procicaribe.org/>

N'ont pu être contactées lors de la mission mais nous semblent importantes à associer au projet les personnes suivantes :

- **Claremont Kirton**, économiste, et **Arlene Bailey**, sociologue de l'UWI ainsi que **Diane Francis**, IICA (respectivement auteurs et éditrice du rapport CaRAPN)
- **Agency of Rural Transformation**, Grenada, ONG identifiée par Vincent Baron comme particulièrement dynamique
- **Maurice Burach** et **Bernard Gandry** de l'UAG (laboratoire Geode), organisateur des Journées de l'Information Spatiale à la Martinique
- **Jean Philippe Pancrate**, chargé de mission préfecture de Martinique pour la constitution d'une base de données « Connaissance »

4.1.3 Quelques enjeux communs se confirment

Les entretiens et réunions ont permis de confirmer l'importance pour ces territoires des enjeux globaux et d'en discuter leur expression locale.

Ces enjeux (non exhaustifs) nous semblent devoir constituer la base des orientations futures de l'observatoire. Les systèmes d'informations devront permettre de renseigner et d'analyser

ces enjeux pour que les institutions et les producteurs puissent mieux les intégrer dans leurs stratégies.

Ces enjeux sont les suivants :

- Changement climatique. → augmentation de l'occurrence des événements extrêmes : double questionnement : comment mieux prévoir et gérer ces événements - système d'alerte et gestion des crises (existence d'un système bien développé en Martinique, demande à Sainte Lucie, Grenade) ? Comment accompagner la reprise de l'agriculture post cyclone (Sainte Lucie, Grenade) ?
- Sécurité alimentaire → principalement hausse des prix des denrées primaires : double questionnement : comment développer la production alimentaire locale (Sainte Lucie, Saint Kitts) - ou à l'échelle des Etats de l'OECS (Grenade) ?
- Globalisation des échanges, elle prend deux formes spécifiques dans les Caraïbes :
 - o restructuration des règles internationales de commerce d'exportation et principalement réformes des rapports commerciaux privilégiés UE / ACP : réformes des OCM et négociation des APE
 - o intégration économique régionale : marché commun CARICOM depuis 1^{er} janvier 2008

Ces enjeux s'expriment plus spécifiquement dans la région Caraïbe sous la forme des questions suivantes non exhaustives :

- Quel avenir pour les grandes filières d'exportation structurantes : banane (Guadeloupe, Martinique, Sainte-Lucie, La Dominique), canne (Saint-Kitts et Nevis) ?
- Comment opérer une diversification agricole en vue de la structuration de marchés locaux et d'un marché régional ?
 - o Comment articuler le développement agricole et la croissance touristique rapide (Saint-Kitts et Nevis, Sainte-Lucie) ?
 - o Comment améliorer et faire reconnaître la qualité des produits locaux : fair-trade (Sainte-Lucie, Dominique), certification (Grenade, Saint-Kitts et Nevis), contrats directs avec hôtels et restaurants (Saint-Kitts et Nevis), etc. ?

4.1.4 Des thématiques d'intérêt émergent en relation avec ces enjeux

Des thématiques relativement classiques (compétitivité et accès des - petits - producteurs aux marchés³) émergent des discussions avec les partenaires rencontrés. Découlent de cette thématique générale deux thématiques plus spécifiques et plus précises qui nous semblent pouvoir être porteuses pour la construction de l'Observatoire.

- Tourisme et agriculture⁴
- Diversification de la production agricole pour le renforcement des marchés locaux et la structuration d'un marché régional.

Ces deux thématiques prioritaires pourraient être complétées par les thématiques suivantes :

- Filières et territoires (en termes de collaboration Tetis/Arena)

³ Problématique phare de l'atelier de novembre 2006 et février 2007 à Sainte Lucie

⁴ Problématisation possible : dans quelle mesure le développement touristique (modèle de développement) peut-il constituer une opportunité pour l'agriculture locale ? Quels sont les freins à lever (organisation, supply chain, norms) ? → Analyse de filière (évaluer potentiel), travail OP accès au marché et supply chain, modèles de tourisme travail sur des tours possibles incluant les deux espaces (DFA – OECS peu développer pour l'instant)

- Urbanisation et compétition pour l'usage du sol
- Renouvellement des producteurs et emploi des jeunes (non renouvellement à échéance 15 ans des chefs d'exploitation, enjeux de reprise des exploitations agricoles du fait de manque d'attractivité de l'activité agricole, quel place et rôle des jeunes dans les dynamiques agricole et territoriale)

A noter :

- Confirmation d'une thématique technique transversale: crédibilité/cohérence des données (données contradictoires selon les sources d'information)
- La thématique Agriculture et environnement, que nous présentions essentielle, n'apparaît que très faiblement dans les demandes exprimées lors des réunions (hormis à la Martinique pour le PRAM).

4.1.5 Intérêt d'un observatoire des agricultures et territoires des Caraïbes

Dans un contexte de grande diversité des trajectoires de développement des îles caribbéennes, un observatoire des agricultures et des territoires semblent pertinents.

En effet si l'agriculture de ces territoires (départements français ou Etats) ne représentent qu'une part restreinte et décroissante du PIB, elle demeure l'objet de nombreux enjeux : notamment en terme d'approvisionnement alimentaire et d'aménagement du territoire. Par ailleurs, 2 intérêts ressortent de la mission.

Du point de vue de la demande locale des acteurs, la construction d'un observatoire en partenariat et en complémentarité des initiatives existantes semble un outil adapté pour répondre aux problématiques de chacun des états et départements. L'absence de données (fiables) sur l'agriculture limite en effet la capacité à construire des politiques agricoles et à construire une véritable intégration des activités économiques et commerciales entre les îles (actions collectives pour l'approvisionnement en intrants, pour la commercialisation de produits, pour assurer la sécurité alimentaire, etc...).

Du point de vue de la recherche, ces territoires nous semblent constituer des laboratoires particulièrement intéressants pour l'analyse. Ils permettent en effet en premier lieu de mettre en lumière et d'illustrer les changements rapides de l'agriculture dans un contexte dénué d'avantage comparatif pour la production agricole. En outre, ces territoires constituent des laboratoires pour analyser l'interaction modèles de tourisme – modèles d'agricultures. Chacun des états présente des trajectoires et modèles de développement différents liés, entre autres, à une stratégie de développement touristique (type de tourisme, flux de capitaux), à des conditions naturelles et humaines (taille, population,...), politique économique et agricole (statut foncier, etc...). L'analyse de la diversité des situations et des effets de différentes stratégies de réponse face à la libéralisation, soit, plus largement, l'analyse des modèles de tourisme et d'agriculture permettrait des comparaisons fructueuses en termes de dynamique de développement.

Enfin, un tel observatoire viendrait utilement compléter la dynamique de l'Observatoire des Agricultures du Monde (OAM), sur les problématiques énoncées ci-avant.

Enfin, un tel observatoire appliqué à la région Caraïbe permettrait de contribuer aux axes stratégiques du Cirad. En particulier, cet observatoire contribuera à

- l'axe 3 « Innover pour une alimentation accessible, diversifiée et sûre » en renforçant les capacités d'adaptation des producteurs du Sud pour répondre à l'évolution de la demande spécifique des marchés locaux (alimentation et sécurité alimentaire + ici, demande des marchés touristiques)
- l'axe 5 « Accompagner les politiques publiques pour la réduction des inégalités structurelles et de la pauvreté » en particulier pour construire des politiques intégratives permettant aux populations rurales de mieux tirer parti des ressources spécifiques territoriales locales et de l'intégration régionale;
- l'axe 6 « Mieux comprendre les relations entre l'agriculture et l'environnement et entre les sociétés humaines et la nature, pour gérer durablement les espaces ruraux »

4.2. Préparation des ateliers des 21-23 mai (Guadeloupe) et 27-29 mai (Sainte-Lucie)

La mission a également permis de définir les bases du programme des ateliers de Guadeloupe et de Sainte Lucie de préparation du projet observatoire.

Si les deux ateliers ont des objectifs similaires, le programme de ces deux ateliers sera différent afin de prendre en compte les spécificités des configurations et demandes/attentes, disponibilités des participants. Pour plus de détails sur les programmes, ➔ *annexe 5 et 6*

4.2.1. Proposition de programme et méthodologie (Atelier Guadeloupe)

Objectifs de l'atelier :

Objectif général:

Préparation de projet d'un observatoire des agricultures et des territoires en région caraïbe

Objectifs spécifiques :

- identifier les enjeux des principaux des territoires qui fonderaient l'intérêt d'un observatoire (identification des besoins / demandes)
- échanger les expériences passées, en cours et à venir en terme de systèmes d'information existants (état des lieux du disponible / offre actuelle)
- définir des actions spécifiques pour la mise en œuvre d'un observatoire et ses règles de fonctionnement

Produits attendus

- inventaire des expériences en matière de systèmes d'information et d'appuis aux OP => ce produit pourrait prendre la forme d'un document: « recueil d'expériences de système d'information dans la Caraïbe » où seraient compilées les présentations pwp et les textes des interventions réalisées au cours de l'atelier
- un document préliminaire de projet précisant les contours de l'observatoire (pour quoi ? pour qui ? sur quoi ?), des lignes d'actions et des principes de fonctionnement définis de manière concertée (comment ?)

Principe et Préparation

Les ateliers sont construits comme des espaces d'échanges d'expérience et de définition concertée des objectifs et modalités du projet « observatoire ».

Ainsi, le programme est construit sur 2 temps principaux : un temps d'information et échanges avec des présentations de la part des participants, un temps de construction collective sous forme de groupe de travail.

Afin de faciliter les échanges, il est proposé que les présentations des participants permettent d'aborder les points suivants :

- description de leurs expériences en termes de système d'information et d'échange
 - quelles thématiques traitées ? quelles informations sont traitées (inputs/ output), quel méthodologie utilisée, qui en sont les utilisateurs cibles (pour qui ?), quelles sont les règles de fonctionnement ? (caractéristique du dispositif)
 - quelles sont les leçons apprises de cette expérience (difficultés, solutions)
 - quelles sont les attentes de la part de l'observatoire et proposition d'actions

[→ Annexe 5 pour la proposition de programme détaillé de l'atelier](#)

4.2.2. Proposition de programme et méthodologie (atelier Sainte Lucie)

Objectives

Overall objective

The Workshop aimed at the Development of an Information Observatory to Support Agriculture Research and Development in the Organization of Eastern Caribbean States (OECS).

Specific objectives:

- Identify specific stakes to be addressed by the observatory
- Share experiences in term of information management and analytical tools
- Define the key features of the observatory and the collaborative preliminary actions to get started with

Expected products

- an inventory of experiences in terms of information system and support to FOs and policy building
- a preliminary project document that defines the scope of the observatories (what specific priority issues to deal with ? who are the final users ? what are the type of information to manage and generate?), actions to get started with (how to initiate the process ?)

Principles of the Workshop and preparation

The workshop is built as information sharing arena and collective definition of observatory features.

Thus it is built on 4 steps:

- Clarification of the concept of observatory and its general interest to address rural development issues
- Presentation of experiences and needs from participants
- Collective reflexion on the design of key features of the observatory and definition of collective action

- Information of available tools and methodology to put those ideas in practice

To provide necessary inputs to the reflexion dynamics, it is proposed that the presentation of the participants should cover the following points:

- presentation of the specific issues or stakes that are currently facing the country in terms of agricultural development
- Description of the past, current and foreseen initiatives in terms of information network (collection, management,) / What are the themes addressed? What is the information collected, managed and created? Which methodology has been applied to collect, to process and to share information? What are the target users of those initiatives? How do those initiatives actually work (who is in charge or responsible, what are the mobilized resources,..)
- What are the lessons learned of those experiences (shortcuts, interests)
- What are the expected outcomes from a dynamic of network of information management and sharing, and the possible activities you foreseen as crucial to get started with?

[→ Annexe 6, concept note et programme détaillé](#)

4.2.3 Quelle mobilisation pour le CIRAD et ses partenaires ?

Au vue des attentes des partenaires, nous avons identifié plusieurs chercheurs au sein des équipes Arena, Tetis, et d'autres équipes du Cirad, pour une participation aux ateliers de mai, ou aux phases ultérieures de construction du projet.

- Jacques Marzin (Directeur UPR Arena) : Service et OP – OAM / animation + institutionnel
- Jean Philippe Tonneau (Directeur adjoint UMR Tetis) : Développement Territorial / OAM / animation + institutionnel
- Jean-François Le Coq (UPR Arena) : OP
- Elodie Valette (UMR Tetis) : Développement Territorial

Au sein d'ARENA

- Denis Pesche (Arena) : OP et politique / Animation
- Robin Bourgeois (Arena) : PACT, PPA, CADIAC / Animation,
- Frederic Lancon (Arena) : filière AFA – MAP / animation

Au sein de TETIS

- Jacques Imbernon (Tetis) : Télédétection Data base / animation
- Muriel Bonin (Tetis) : agriculture environnement / expérience Guadeloupe
- Pierre Bazille (Cemagref - Tetis) : Formation SIG
- Agnès Bégué (Tetis) : Télédétection / expérience mission 2005
- Jean-Pierre Chéry (Cemagref- Tetis), modélisation/télédétection, formation SIG

CIRAD

- Patrick Caron (ES) : ZADA / animation + institutionnel
- Ludovic Temple (Moisa) : filière / horticulture / expérience nombreuses missions en Martinique et Guadeloupe

- Vincent Ribier (Moisa) : politique agricole / manuel politique agricole
- Laurent Parrot (Dep. Persyst - Horticulture) : MCS / expérience Réunion / mission zone 2006

La mission du 19-31 mai prendra en charge entre 8 et 10 chercheurs.

4.3. Quelques recommandations pour la construction du projet « observatoire »

4.3.1. Quelques orientations générales

Les échanges avec les partenaires aux cours de la mission permettent d'attirer l'attention sur quelques points d'orientation générale à prendre en compte pour la construction du projet :

→Articulation des échelles

- Importance d'une bonne prise en compte des spécificités de chaque territoire insulaire, ainsi que de chaque sous-ensemble régional (Antilles françaises, OECS) – Crainte forte de la part des acteurs envers des dynamiques uniquement centralisatrices et de niveau régional sans activités structurées dans chacune des îles
- Importance d'avoir des volets de renforcement par pays (ou îles) ... gros risques de non fonctionnement d'initiative régionale sans un souci particulier porté aux dynamiques nationales – cf. expérience difficile de CAMID (FAO), PROCICARIBE, etc.

→Limites à envisager

- Limites (à révéfier) d'approche collaborative sur la thématique de la compétitivité pour les produits sensibles (banane CAS)
- Limite des approches d'échanges de données entre DFA et OECS : pb de réglementation sur les données (confidentialité, droits publics) pour permettre la mise en commun, partage de données brutes (base de données)

→Forme et contenu de l'Observatoire

- Orientation du projet observatoire sur la production et l'échange d'informations plus que sur le recueil et la compilation de données brutes.
- Orientation du projet observatoire sur la diffusion et l'accompagnement à l'usage de ces informations, plus que sur la compilation d'informations accessible en ligne.
- Orientation collaborative de l'Observatoire et construction participative : crainte répétée d'un projet « par et pour les experts » plutôt que pour l'appui aux acteurs locaux. Quel équilibre entre la réponse aux demandes des acteurs (insertion active des OP, appui technique, etc.) et une orientation du projet centrée sur nos problématiques scientifiques et nos outils existants d'expertise ?
- Prise en compte de la pêche dans la construction du projet ? Demande récurrente de la part des acteurs

4.3.2 Quelques idées ou enjeux liés à l'architecture

- Nécessité de construire des réseaux de partage d'information entre OP.

Les réunions dans l'OECS ont montré que les expériences de réseaux fondées uniquement sur des échanges entre institutions (ministères, secrétariat de l'OECS, organismes de recherche) ne permettent pas d'atteindre de manière satisfaisante les OP et les producteurs, cibles finales des projets. Les institutions ne sont pas en capacité de transférer efficacement la connaissance produite. Il conviendrait non seulement d'associer les OP à la construction du projet mais également de créer et/ou renforcer les réseaux entre ces acteurs.

- Intérêt pour un diagnostic de l'information disponible et sa construction

Comment est construite et collectée l'information? Comment est-elle transformée et transmise aux agriculteurs et OP ? Comment améliorer cette collecte et ce transfert ? Il serait intéressant de mener des études diagnostic des structures et fonctionnement des réseaux d'informations sur l'agriculture (service agricole).

- Quelle articulation avec les expériences existantes ?

L'inventaire des expériences existantes et leur regroupement sur un portail web pourrait constituer une première étape. L'utilisation de *Mdweb*, permettant le catalogage et l'indexation de méta-données et la recherche d'informations via des requêtes par mots-clés et espace géographique pourrait être une solution technique intéressante.

L'inter-opérabilité générale et la construction d'une base de données unique constitue un risque de complexification inutile, au détriment des utilisateurs finaux. Peuvent être envisagée la constitution de bases de données partielles entre des projets localisés portant sur des thématiques et/ou données comparables

- Comment informer sur l'information ?

La réalisation de systèmes d'information n'implique pas forcément que les utilisateurs potentiels aient connaissance de leur existence...

- Des campagnes de communication (affichage, flyers, etc.) et de sensibilisation (ateliers de prise en main de l'outil et événements) doivent être incluses dans le budget du projet par volets transversaux ou par zone (matrice de travail)

- Appuyer le CG Martinique qui dispose d'un grand savoir faire et expérience en alerte précoce et système de gestion des risques (en lien avec problématique changement climatique global)

Construction de mécanismes durables d'échanges de savoirs

Il semble important que le projet ait comme objectif la mise en place de mécanismes durables d'échange de savoirs/expériences entre les îles, au-delà du projet Observatoire : montages institutionnels, bourses d'échanges, formations croisées, etc.

4.3.3 Quelques idées d'actions suggérées par les rencontres avec les acteurs

➔ **Idées spécifique d'appui dynamique îles (territoires)**

- Guadeloupe
 - o recherche de marché et développement de diversification (avec Inra, etc...)
 - o prospective agriculture (Guadeloupe)
- Martinique
 - o Portail d'accès renvoyant aux différentes initiatives existantes (SIGMA, SIG932...)

- Sainte Lucie
 - o Formation analyse de filière
- Grenade
 - o Coopération sur management du risque (information spatiale)
- OECS :
 - o inventaire des expériences existantes et portail web unique d'accès type MdWeb (avec PNUD)
 - o formation Service / OP
 - o formation SIG

→ Quelques Idées spécifique de coopération entre îles Idées

- entre DFA et OECS
 - o système d'alerte précoce et gestion des risques (Martinique → Guadeloupe / OECS)
 - o système d'information pour le relevé des données des flux de produits (discussion pour avoir les données spécifiques au niveau des douanes, complexité)
- entre DFA
 - o système SIG : Sigma et Sig972 en Martinique ⇔ club SIG en Guadeloupe
- entre OECS
 - o étude sur les systèmes d'approvisionnement en intrants agricoles (et flux de commerce)
 - o analyse de la demande en produits agricoles de la part des opérateurs touristiques dans la région (voir étude existante EU sur approvisionnement hôtels)
 - o analyse des flux commerciaux et situation des agricultures disponibilités des différentes productions et de main d'œuvre entre les différentes îles

5. Conclusions

La mission a permis de renforcer la connaissance des partenaires sur l'idée d'un Observatoire, son rôle en termes de sensibilisation a été important. Il ressort une importante diversité des niveaux de préparation et une forte asymétrie en termes de connaissance de la dynamique, de capacité à formuler des demandes, de capacité institutionnelle installée, et d'expérience.

La mobilisation de hauts responsables (Ministre de l'agriculture, Premier Secrétaire) lors de la mission est un signal positif pour l'initiative. L'intérêt suscité est souvent élevé quoique de nombreux questionnements demeurent sur le contenu précis et les produits possibles que pourra apporter cet observatoire.

La démarche de construction basée sur le principe d'une forte participation des acteurs dès la phase préliminaire d'identification du projet a été bien accueillie, mais elle devra être poursuivie rigoureusement.

Enfin, la brièveté des rencontres n'a pas permis d'analyser en profondeur la faisabilité technique de l'observatoire. En outre, certains acteurs clés pour l'initiative n'ont pas pu être rencontrés (cf. précédemment).

En définitive, les ateliers prévus pour fin mai seront cruciaux pour poursuivre la dynamique initiée de construction collective et concertée de l'observatoire (sans décevoir les attentes des

partenaires), intégrer les acteurs non rencontrés pendant la mission et pour préciser la faisabilité technique de l'observatoire⁵.

Enfin, les rencontres montrent que l'ampleur des chantiers possibles conduit à envisager plusieurs stratégies de mise en oeuvre (peut être de façon séquentielle): un « petit » projet FCS (ceci semble rapidement faisable mais ne couvrira que très partiellement les attentes), un « gros » projet (EU) (cela pourrait être envisagé vu les demandes, mais nécessite un investissement important de préparation et une forte mobilisation des UPR).

Aussi convient-il, au niveau du CIRAD, de définir rapidement (avant l'atelier) au niveau des équipes concernées (notamment Tetis et Arena) une stratégie claire vis-à-vis du montage et mise en oeuvre du projet en précisant notamment les attentes/ambitions, les moyens prévus, les responsabilités pour accompagner cette initiative.

6. Actions à suivre et responsabilité

Elodie Valette / JF Le Coq:

- finalisation du rapport,
- réalisation d'une réunion de présentation de la mission (information des collègues sur la dynamique, validation de la méthodologie des ateliers, clarification et définition des participants pour les UPR concernée)

Claude Vuillaume

- diffusion des comptes rendus locaux et autre information demandés par les acteurs (notamment résultat atelier 2007, étude consommation EU, etc...)
- invitation des participants incluant guidelines pour les présentations
- validation avec IICA du programme atelier OECS
- préparation des ateliers
- clarifier les sources de fonds disponibles et l'ampleur des financements pouvant être demandés
- rencontre de certains acteurs non rencontrés (Antigua, Université – UAG, West Indies,..)

⁵ De manière complémentaire à l'atelier, il conviendrait d'approfondir les diagnostics par la réalisation de 2 stages (6 mois) : (1) l'un portant sur l'identification et l'analyse des initiatives menées au sein de la région : systèmes d'information, réseaux d'échanges entre institutions, instituts de recherche, coopérations régionale et bilatérale, etc., en en précisant les contenus, les thématiques principales, les pays concernés et les acteurs clés; (2) l'autre portant de manière complémentaire au travail initié par V Baron sur une identification des besoins des OP et des services d'appuis vis-à-vis d'un futur Observatoire.

Références bibliographiques

Missions antérieures

Baron, V. (2006) Study of rural and agricultural organizations and services to agriculture in the OECS countries, Contract n° UNDP/2005/003, mission décembre 2005.

Passouant, M. & Temple, L. (2006) Projet "Infrastructure de données pour les agricultures et les territoires en Guadeloupe" Préparation DocUP 2007-2013 Rapport de mission en Guadeloupe du 15 au 22 mai 2006, CIRAD-TERA N°38/06, Juin 2006

Parrot, L. & Temple, L. (2006) Projet : « Optimisation des systèmes d'information économique et sociale pour une agriculture durable » DocUP 20072013 *Rapport de mission en Martinique et Guadeloupe Du 30 novembre au 6 décembre 2006*

Travaux antérieurs CIRAD

Barzman, M., Caron, P., Passouant, M., Tonneau J-P. (2005) Observatoire Agriculture et Territoires Etude pour la définition d'une méthode de mise en place d'observatoires. Rapport Final. Etude réalisée pour le compte du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche et du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, décembre 2005.

Parrot, L., Fusillier, J-L., Basquin, H. (2004) Impact économique des filières de production animales à la Réunion- Effets d'entraînement de la filière volaille Rapport de mission Recherche ayant bénéficié d'une aide de l'Union Européenne Références du programme : Feoga K6-01, Juin 2004

ANNEXES

Annexe 1 : Programme de la mission

7 avril	Arrivée Jean-François Le Coq et Elodie Valette, Pointe-à-Pitre, Guadeloupe
8 avril	Réunion, Station Neuchateau
	Départ Martinique
9 avril	Réunion PRAM, Petit Morne
	Départ Sainte-Lucie
10 avril	Réunion IICA et Ministère Agriculture Sainte Lucie
	Rencontre Madame l'Ambassadrice de Sainte-Lucie
	Départ Barbados
11 avril	Réunion PNUD
	Réunion FAO
	Reunion UE
12 avril	Départ St-Vincent et les Grenadines
14 avril	Réunion Ministère Agriculture Saint-Vincent
	Départ Grenada
15 avril	Réunion Ministère Agriculture Grenada
16 avril	Départ prévu pour Antigua – vol annulé, journée d'attente à l'aéroport.
	Réunion Ministère Agriculture Antigua - annulée
17 avril	Départ Saint-Kitts and Nevis
	Réunion Ministère Agriculture Saint-Kitts
	Retour Antigua – Réunion directeur Chambre d'Agriculture Antigua
18 avril	Départ Dominique
	Réunion Ministère Agriculture de la Dominique
	Retour Pointe-à-Pitre, Guadeloupe
19 avril	Départ Jean-François Le Coq (vers Costa Rica) et Elodie Valette (vers France)

Annexe 2 : Liste des personnes rencontrées

Guadeloupe, 8 avril 2008

Prénom Nom	Organisme Fonction	Tel fax	Mail
Sylvain SOULARD	Cirad, informaticien projet Tsigane VCAT	05 90 94 46 04	sylvain.soulard@cirad.fr
Thomas DE GUBERNATIS	IEDOM	05 90 93 74 33	t.degubernatis@iedom-guadeloupe.fr
Maurice ROTH	Parc National de Guadeloupe	05 90 80 86 08	alain.ferchal@espaces-naturels.fr
Francine DUBUC	Chef service statistique, DAF	05 90 99 09 32	francine.dubuc@agriculture.gouv.fr
Pierre RELLA	Valorisation de la donnée, SIG DAF	05 90 99 09 28	pierre.rella@agriculture.gouv.fr
Frédéric BLAISE	CIRAD RI	05 90 41 36 88	frederic.blaise@cirad.fr
Philippe GODON	CIRAD DR Antilles Guyane		philippe.godon@cirad.fr
Francis TOUMSON	CNASEA	05 90 38 76 69 05 90 32 79 56	francis.toumson@cnasea.fr
Patrick HERNANDEZ	INSEE Guadeloupe Chef du Service Régional	05 90 99 36 30 05 90 99 36 31	patrick.hernandez@insee.fr
Jean-Louis DIMAN	INRA Antilles- Guyane	05 90 25 59 62	diman@antilles.inra.fr

Martinique, 9 avril 2008

Prénom Nom	Organisme, Fonction	Tel/fax	email
Jean-Paul JOUANELLE	Conseil Général de la Martinique, Chargé de Mission, Animation des Grands Projets	05 96 59 84 54	jean-paul.jouanelle@cgste.mq
Kevin PINTE	Cemagref, Ingénieur Agro-environnement	05 96 71 21 07	kevin.pinte@cemagref.fr
Bertrand AUMAND	DAF Chef du service statistique	05 96 71 21 07	bertrand.aumand@agriculture.gouv.fr
Antoinette CELLAMEN- TERRANCE	Conseil Général SECI	05 96 76 73 36 05 96 76 82 24	stephanie.delacroix@cgste.mq
Geneviève GERME	Conseil Général, Ingénieur	05 96 59 83 08	genevieve.germe@cgste.mq
Patrick QUENEHERVE	IRD, représentant Marc Morell		queneherve@ird-mq.fr

Sainte Lucie, 10 avril 2008

Prénom, Nom	Organisme, Fonction	Tel fax	Mail
Hon. Ezechieel JOSEPH	Minister	758-468-4174	minister@slumaffe.org
Hubert EMMANUEL	Permanent Secretary, Ministry of Agriculture	452-5210	hu_007@hotmail.com
Lench FEVRIER	MAFF	1-758 4684118	capo@slumaffe.org
Kerde SEVERIN	Chamber of Agriculture	758-452-2494	kerdeseverin@yahoo.com
Eden COMPTON	MALFF	758-468-4125 758-488-0880	eaecompty@yahoo.com
Everton AMBROSE	IICA	758 451 676011	everton.ambrose@iica.int
Jason ERNEST	Ministry of Agriculture	1-758-4684112	jasonernest2000@yahoo.com
George ALCEE	Affaires agricoles, OECS	1-758-4556345	galcee@oecs.org
Albert ST CLAIR	St-Lucia Floral coop. (secretary) VP Chamber of Agriculture	758 452 48 53	almata82@gmail.com
Horace WALTERS	Pres. St Lucia Pig Farmers Coop. Chair Livestock Dev Comm.	758-452 4478	hwalters8446@hotmail.com
Davis Hippolyte	Black-Bay Small Farmers	758-4543213	patrick.hernandez@insee.fr
C. MELCHOIR	Black-Bay Small Farmers	758-4543213	choixmelchoir@hotmail.com
Géraldine SUIRE	Ambassade de France, Sainte-Lucie	758-455 6073	geraldine.suire@diplomatie.gouv.fr

Barbade, 11 avril 2008

Prénom, Nom	Organisme, Fonction	Tel fax	Mail
Leisa PERCH	Programme Manager Poverty reduction, UNDP	1-246-467-6005	leisa.perch@undp.org
Amory HAMILTON- HENRY	Programme coordinator for SPARC, UNDP	1-246-467-6029	amory.hamilton-henry@undp.org
John R A WILSON	Project CARUTA, UNDP	246 233 4871	rickywilson.econatresconsult@yahoo.com
Emmerson BECKLES	Program officer FAO	246 426 7110	Emerson.beckles@fao.org

Saint-Vincent et les Grenadines, 14 avril 2008

Prénom Nom	Organisme Fonction	Tel fax	Mail
Hon. Montgomery Daniel	Minister		
Raymond Ryan	Fisheries, Ministry of Agriculture	758-468-4125 758-488-0880	eaecompty@yahoo.com
Reuben Robertson	Ministry of Agriculture		office.agric@mail.gov.uc reubenrobertson@yahoo.com
Allan Alexander	PS		
Chanda Davis	UNDP	784-532-8810	chandamdor@yahoo.com
H. Walters	Pres. St Lucia Pig Farmers Coop. Chair Livestock Dev Comm.	758-452 4478	hwalters8446@hotmail.com

Grenada, 15 avril 2008

Name	Organisme, fonction	Tel/fax	Mail
Hon. Gregory Bowen	Deputy Prime Minister and Minister for Agriculture, Lands, Forestry, Fisheries, Public Utilities, Energy		
Randolph Shears	Ministry of agriculture, Chief Exs Officer	(473) 440- 419	rjshears1961@yahoo.com
Roderick St Clair	Marketing National Importing Board	473 440 1791	mountainspice@gmail.com
LaVerne Mapp	Ministry of Agriculture, Planning Unit	473 440 2108	lamappa@yahoo.com
Ntaba L. Cornwall	Grenada Co-operative Nutmeg Association	440 2117	gagcna@yahoo.com
Guido Marcelle	Produce Chemist Laboratory	440 01 05 440 32 73	guimacel@caribsurf.com
Cosmos Joseph	IICA	473 440 41 86	iicagda@spiceisle.com
Reginald Andall	CARDI	443 54 59	cardignd@spiceisle.com
Paul Graham	Ministry of Agriculture, Pest Management Officer	440 00 19	pma@spiceisle.com paulgraham@spiceisle.com
Shira Baldeo	Agronomy division, Chief Agronomist	440 3178 440 41 91	sjbaldeo@hotmail.com
Dr Malachy Dottim	Ministry of Agriculture, Director of Research	409 1219	malachyd@hotmail.com
Claude De Allie	Ministry of Agriculture, Veterinary Officer	440 31 95	cdeallie@caribsurf.com
Aaron François	Ministry of Agriculture, Planning Division	440 27 08	aafrancois2002@yahoo.com

Saint-Kitts et Nevis, 17 avril 2008

Prénom Nom	Organisme, Fonction	Tel/fax	email
Hon. Cedric R. LIBURD	Minister of Agriculture		minhalfaca@caribsurf.com crliburd@hotmail.com
Hermina Morton ANTHONY	Permanent Secretary	869-467-1025	hafcca@gmail.com
Keith ST CLAIR PHILLIP	Ministry of Agriculture, Police and Planning Unit, Director	869 466 66 84 869 466 59 69	ppuminag@gmail.com
Jerome THOMAS	Ministry of Agriculture, Police and Planning Unit	869 465 2521	Jerome.thomas@gov.kn

Antigua, 17 avril 2008

Nom, Prénom	Organisme, Fonction	Tel/fax	email
Owen A. CLASHING	CABA		caba.antiguabarbuda@yayoo.com

La Dominique, 18 avril 2008

Nom, Prénom	Organisme, Fonction	Tel/fax	email
Lloyd Pascal	DEXIA	4482780 4486308	dexia@cwdom.dm
Julien Elwin	DBPL		
Manley James	MOAF	2663822	citrusjam@hotmail.com
Liam Laurent	MOA	266 3525	aimscoordinator@cwdom.dm
Dorian Etienne	CARDI	448 2715	cardi@cwdom.dm
Kervin Stephenson	IICA	448 4502	kervin.stephenson@iica.int iicadm@cwdom.dm
Richard Allport	MOA	225 8066	allports@gmail.com
M. Joseph	Hucksters Assoc.	4480878	hucksters@cwdom.dm
Lisa Gilbert	MOA	226 32 69	Lisagilbert25@gmail.com
John Jorge (?)	SPAT		spat@cwdom.dm
Errol Harris	Dominica Poultry Ass	4484091	errolmar@cwdom.dm
Rawle Leslie	d/ca State College	277 80 66	raw_leslie@hotmail.com
Claxton Smillingfoad	NIPPA (pineapple)	275 1523	porkupine@cwdom.dm
Marcella Harris	WINFA NPPC	448 4091	errolmar@cwdom.dm
Ginny Riviere	Consultant	445 6452	ginny@cwdom.dm
Jennifer Aird	Domini Corporation CEO	449 9681	admin@domini.dm

Annexe 3 : Présentations PowerPoint introductives (français, anglais)

Version pour Guadeloupe et Martinique

Quelle contribution d'un Observatoire des agricultures caribéennes au développement territorial et aux services d'appui aux producteurs et à leurs organisations?

Jean-François Le Coq
Elodie Valette
Claude Vuillaume
CIRAD – avril 2008

Un Observatoire des Agricultures et des Territoires : pour quoi faire ?

Organiser l'information existante

- L'information existe de manière très riche, mais bien souvent éparpillée :
→ comment l'organiser pour contribuer efficacement à l'aide à la décision ?
- L'idée de rassembler en un point d'accès unique l'ensemble des informations nécessaires, sous forme d'une infrastructure de données, semble recevoir l'adhésion d'un grand nombre de partenaires (cf. missions Baron, Passouant & Temple, Temple & Parrot, 2005-2006).

3 21/04/2008

Produire/accumuler des connaissances Créer un espace d'échanges et de débat

La finalité d'un observatoire interrégional serait de constituer un espace

- de production et d'accumulation de connaissances originales
- d'échanges, de réflexion et de débats sur la compétitivité des agricultures des Caraïbes, mais plus largement, sur leur contribution, dans leur diversité géographique et sociale, au développement durable.
- Objectif double donc :
 - Contribuer à la création d'un espace de gestion partagée d'informations
 - Impliquer les organisations représentant les agriculteurs dans le processus même de production de connaissances (renforcement capacités)

4 21/04/2008

Aider à la décision

- L'observatoire serait conçu comme un outil d'aide à la décision et au delà un outil d'action collective.
- L'objectif de l'observatoire serait de permettre
 - L'amélioration des dispositifs de gestion des systèmes de production
 - le renforcement des dispositifs d'accompagnement de la production agricole (production, commercialisation, crédits, assistance technique, etc.) **en privilégiant le niveau local**, mais en éclairant la complexité et les dynamiques majeures induites par les articulations aux niveaux supérieurs (territorial, filières, normes internationales, etc.).

→ Double regard horizontal (multicritère) et vertical (multiscale) pour l'aide à la décision

5 21/04/2008

Un Observatoire : comment ? Quelques propositions...

La proposition d'une méthodologie à partir de plusieurs projets menés au Cirad

- Projet ANR-ADD **COPT**, Conception d'Observatoire de Pratiques Territorialisées
- **OAM**, Observatoire des Agricultures du Monde
- « Optimisation des systèmes d'information économique et social » (Parrot-Temple 2006)
- « infrastructure de données pour les agricultures et les territoires » (Passouant-Temple 2006)

7

21/04/2008

Une construction collective

- L'Observatoire relève d'une démarche participative.
- Il se veut un outil de concertation et de débat pour les acteurs qui permette de déboucher sur des décisions pour l'action collective.

8

21/04/2008

Observatoire = Base de données ?

- Il est relativement facile d'organiser une base de données avec ce qui existe...
Mais cette base de données reste une bibliothèque qui n'est utilisée que si une (des) questions précise(s) permet(tent) de mobiliser l'information existante et d'en créer de la nouvelle.
- **Le diagnostic** permet de définir le cadre logique et problématique duquel découlera le **système d'information**.
 - Le diagnostic, conçu comme un **objet intermédiaire**, est un support et un facilitateur de la coordination entre les acteurs, dans un processus à la finalité et l'issue sont souvent incertaines.
 - Outil au service d'un processus de conception de projet, il est aussi un processus d'apprentissage, par la confrontation et la négociation.

9

21/04/2008

L'atelier de réflexion pour la construction d'un (reseau de) observatoire en Guadeloupe et Martinique (21-23 mai 2008)

L'atelier : un diagnostic partagé

- Identification des enjeux propres à chaque situation insulaire
- Identification des besoins en termes d'information, d'appui, de partenariats
- Identification des expériences menées ou en cours

→ **Qu'avons-nous « en main » ?
Quels sont nos besoins non remplis?**

11

21/04/2008

L'atelier : l'identification d'objectifs concertés

- Des objectifs spécifiques à identifier
 - Améliorer les conditions d'accès aux marchés de diversification agricole
 - Contribuer à orienter les politiques d'aménagement et de gestion des territoires
 - Piloter les processus de diffusion des innovations techniques
 - Etc.
- Le choix de thématiques transversales sur lesquelles travailler..
 - Agriculture et Tourisme ?
 - Agriculture et urbanisation ?
 - Accompagnement des agricultures après catastrophe naturelle ?
 - Etc.

→ **Quels thèmes prioritaires pour initier dynamique?**

12

21/04/2008

L'atelier : la définition d'actions communes

- La programmation d'activités transversales et en coopération
 - Des formations
 - Des rencontres, des forums
 - Des études de terrain
 - Des SI



Définir le(s) projet(s)
Vérifier la faisabilité du projet
d'Observatoire Renforcer les partenariats
inter-regionaux
21/04/2008

13

-- Merci --

Version pour les pays de l'OECS

Preparation of Observatory project

Jean-François Le Coq
Elodie Valette
Claude Vuillaume
CIRAD – April 2008

Context and justification of the initiative

- AEC priorities
 - Tourism, Security, environment, commercial
- CARICOM strategy / initiative JACDEO
 - The 10th constraints
- Workshop "ECS sub-regional dialogue on agriculture and rural life" (nov 2006) + feb 2007 
 - Problem and objective tree

→ the idea of building an observatory project

2

21/04/2008

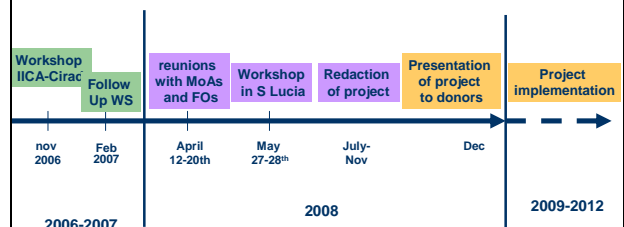
Objective

- To design a collaborative project of research and information management and sharing network (observatories)
- Possible sources of funding

3

21/04/2008

Calendar of the design of the "Observatory" project



Presentation of research teams

TETIS

- Territoires Environnement Teledetection et Information Spatiale
- Territories Environment Remote Sensing and Spatial Information



6

21/04/2008

- TETIS is located in Montpellier at the Remote Sensing Center (*La Maison de la télédétection* in French)
- The Remote Sensing Center is home to teams from several different research institutes (CIRAD, CEMAGREF, ENGREF) and is a pole of applied research in the fields of remote sensing and geographical information.



7

21/04/2008

The activities of the Remote Sensing Center are organised around 2 broad axes :

- **Research activities** through projects, theses and publications
- **Training activities.**
- The activities are structured around products derived from **remote sensing data and geographic information processing**
 - Spatial information modeling
 - Geographic Information Systems
 - Remote Sensing
 - Databases
 - Information Observatory

8

21/04/2008

ARENA

- Action collective, politiques et marchés
- Collective Action, Markets and Policies



11

21/04/2008

Objectives

- Produce knowledge on the agricultural and rural changes and on the actors strategies
- Analyze of policy process and support to policy design (commodity chain, territorial)
- Analyze and support Farmers' organization
- Support design of agricultural services (quality, accessibility, efficiency)

12

21/04/2008

Some activities and tools

- **Livelihood system analysis**
 - Analysis of system of activities (pluri-activities)
 - Mayotte
 - New Caledonia
- **Analyse and support to public policies**
 - Commodity chain (CADIAC, AFA)
 - Territorial policy, Natural resources management and local development
(Pro – Active Conciliation Tool, Participatory Prospective Analysis, Local Development training courses)

13

21/04/2008

Some activities and tools (cont.)

- **Farmers' organizations strengthening**
 - Roles of FOs and strategies in facilitating farmers' access to markets and policy building
 - Tailor-made capacity building module (ADR Master, pedagogical tools kit,...)
 - Farmers' organizations leaders' school (UPAFA,...)
- **Agricultural services**
 - System of services analysis (microfinance, extension,...)
 - Farming system reference network
 - Farmers' investigation in partnership

14

21/04/2008

Information management and sharing network (“observatories”) - of agriculture and territories for public decisions making and farmers' organizations and agricultural services strengthening

15

21/04/2008

What is an “observatory” ?

- Information management and sharing network
- The key issue is not only to design and manage tools to store and process data, but also to collectively define a common stake between the various stakeholders and to identify the adequate information to answer this issue

16

21/04/2008

What could be the functions of an “observatory”

- To organize better the existing information to favor linkages, compatibility, reliability, timeliness
- To produce original information and knowledge
- To facilitate debate and dialogue among stakeholders
- To strengthen capacity
- To facilitate individual and collective decision making and collective action

17

21/04/2008

Methodology

- To build an operational observatory, we need to answer collectively the following apparently basic questions :
 - Why do we want an observatory ?
What is at stake ?
 - For whom ? Who are the final users ?
 - What are the current initiatives ?
Which data will we use ?
 - What are the operational activities to get started ?
 - How to build a regional cooperation ?

18

21/04/2008

Many initiatives already exist !

- CIRAD / French embassy / IICA / PNUD collaborative initiatives
 - Identification missions (2004-2006)
 - Mission V Baron : "Study of rural and agricultural organizations and services to agriculture in the OECS", etc.
 - Workshop "ECS sub-regional dialogue on agriculture and rural life" (nov 2006) + feb 2007
 - IICA / CTA initiative : Regional agricultural policy network (CaRAPN)
 - OECS secretariat initiative ("Hub and spokes") :
 - workshop on information's compilation of agricultural statistics (nov 2007)
- How do we develop sounded collaborative activities in a observatory perspective

19

21/04/2008

What could be the further steps ?

- A Workshop in St Lucia (may, the 27-29th)
 - Identify specific stakes to be addressed
 - Share experiences in term of information management and analysis tools (from local to regional, from OECS stakeholders and French partners)
 - Define collaborative actions
 - data management and analysis
 - training and capacity building
 - complementary original research
 - stakeholders dialogue support

20

21/04/2008

What could be the further steps ?

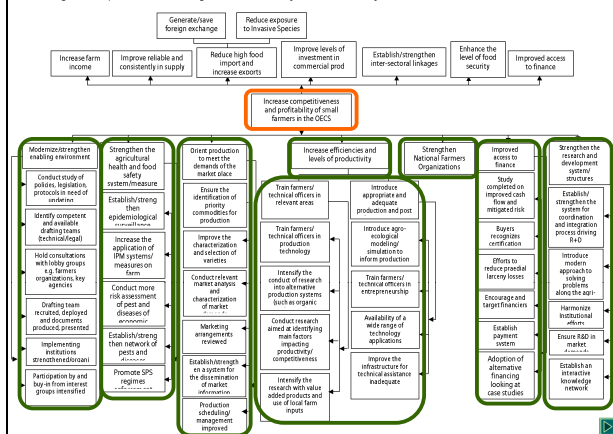
- This meeting
 - Sharing information on existing dynamics
 - Pre-identifying needs and demands of local stakeholders
 - Identifying crosscutting issues
- Fine-tunes workshop organization

21

21/04/2008

Thank you

Figure 2: Objective Tree Showing Cause Relationship for Limited Competitiveness of Small Farmers in the OECS



Annexe 4 : Fiches de compte-rendus des réunions

Cirad Neufchateau, 8 avril 2008

Réunion « Observatoire des agricultures et des territoires »
9h-12h

Personnes présentes

Prénom Nom	Organisme Fonction	Tel fax	Mail
Sylvain SOULARD	Cirad, informaticien projet Tsigane VCAT	05 90 94 46 04	sylvain.soulard@cirad.fr
Jean-François LE COQ	CIRAD, UPR ARENA, Costa Rica, économiste	506 8 859 16 08	jflecoq@cirad.fr
Elodie VALETTE	CIRAD, UMR TETIS, Montpellier, géographe	05 67 59 39 67	elodie.valette@cirad.fr
Thomas DE GUBERNATIS	IEDOM	05 90 93 74 33	t.degubernatis@iedom-guadeloupe.fr
Maurice ROTH	Parc National de Guadeloupe	05 90 80 86 08	alain.ferchal@espaces-naturels.fr
Francine DUBUC	Chef service statistique, DAF	05 90 99 09 32	francine.dubuc@agriculture.gouv.fr
Pierre RELLA	Valorisation de la donnée, SIG DAF	05 90 99 09 28	pierre.rella@agriculture.gouv.fr
Frédéric BLAISE	CIRAD RI	05 90 41 36 88	frederic.blaise@cirad.fr
Philippe GODON	CIRAD DR Antilles Guyane		philippe.godon@cirad.fr
Francine TOUMSON	CNASEA	05 90 38 76 69 05 90 32 79 56	francis.toumson@cnasea.fr
Patrick HERNANDEZ	INSEE Guadeloupe Chef du Service Régional	05 90 99 36 30 05 90 99 36 31	patrick.hernandez@insee.fr
Jean-Louis DIMAN	INRA Antilles- Guyane	05 90 25 59 62	diman@antilles.inra.fr
Claude VUILLAUME	CIRAD, Chargé de coopération régionale Caraïbe	05 90 86 17 73	claude.vuillaume@cirad.fr

Objectif de la réunion

L'objectif de la réunion était de présenter l'initiative « Observatoire des agricultures et des territoires » porté par le CIRAD et ses partenaires français (INRA, IRD, CEMAGREF) et étrangers (IICA, CARDI, FAO, etc.) et d'en discuter les orientations.

Plus précisément, il s'agissait de préparer l'atelier des 21-22-23 mai 2008 en Guadeloupe

- définition des objectifs de l'atelier et attendus
- définition du programme et du déroulement de l'atelier : intervenants, forme, contenu et temps de présentation, définitions des groupes de travail ;
- sources de financements envisagés, porteur(s) du projet, différents modules (work package).

Résultats des discussions

* Données et SI

Concernant les données et systèmes d'information et leur traitement,

- Des pratiques de collaboration inter-organismes sont développées sous différentes formes. Ces expériences sont ressenties comme satisfaisantes, utiles et prometteuses. (non exhaustivement) :
 - o Club SIG entre services de l'Etat, intégrant depuis peu Conseil Général et Régional
 - o Association par la DAF de partenaires (INRA, etc.) à l'élaboration des questionnaires de l'enquête agricole régionale
 - o Expérience CEROM entre INSEE, AFD et IEDOM
 - o ...
- Néanmoins, des besoins se font ressentir en termes de
 - o meilleure connaissance de l'information disponible au niveau de chaque organisme : qui produit quel type de donnée, et à quelle fin ?
 - o meilleure valorisation des données brutes existantes. Une grande diversité et un grand nombre de données est produite sans que leur valorisation soit toujours réalisée pour notamment des contraintes de temps et de budget.
 - o développement de traitements de données existantes en fonction d'objectifs prenant en compte la spécificité des agricultures et territoires locaux (échelle infra-locale, départementale, régionale ?).
- La difficulté est soulevée de la mise à disposition des différentes données dans un contexte réglementaire français et européen très strict. Cette difficulté, perceptible à l'échelon national et local français, est susceptible de constituer un véritable frein à la coopération régionale.
- Suite à ce constat est posée l'hypothèse de la prévalence de la production d'information (donnée traitée et analysée) sur celle de données (difficilement partageable, insuffisamment valorisable) dans le contexte d'un Observatoire.

*Définition de l'usage d'un futur Observatoire et structuration de l'atelier

Il est ressorti des discussions les questionnements suivants concernant le projet d'Observatoire:

- Un Observatoire pour qui ?

Quels sont les destinataires/usagers potentiels des produits de l'Observatoire ? Les producteurs en recherche de diversification ? Les Organisations Interprofessionnelles par secteur ? Les collectivités territoriales ? La société civile + grand public ?

Plus précisément, quels produits destiner à quels publics ? Quelle articulation mettre en place entre différents projets ? L'atelier doit permettre de répondre à ces enjeux

L'idée est émise que l'Observatoire pourrait être composé de divers projets articulés destinés à des publics diversifiés en fonction d'objectifs spécifiques.

La nécessité est actée d'inviter des représentants des collectivités territoriales, OP, et syndicats d'exploitants agricoles, pour une participation active à la définition des objectifs et actions.

Pour cela, un temps doit être réservé pour l'expression des besoins et attentes des différents types d'acteurs-utilisateurs finaux vis-à-vis d'un Observatoire.

- Un Observatoire pour quoi ?

Trois niveaux de besoins s'articulent

- harmonisation/valorisation des données existantes
- adaptation des dispositifs existants en fonction d'enjeux locaux et production d'informations et connaissances ad hoc

- prospective sur agriculture et territoires antillais

- **Qu'est-ce qu'on observe et comment ?**

Qu'observe-t-on ? Les seules productions agricoles ? La pêche ? Le tourisme lié à l'agriculture ? Les territoires ? etc.

La définition de thématiques transversales sur lesquelles démarrer des collaborations semble être une voie intéressante.

Un triple diagnostic (pouvant constituer le premier temps de l'atelier) permettrait de répondre à ces questions apparemment basiques et de préfigurer la forme et le contenu d'un futur Observatoire ou réseaux d'Observatoires :

- Identification des besoins et attentes des utilisateurs futurs
- Identification des expériences et projets existants
- Identification des spécificités des contextes locaux (Martinique Guadeloupe mais également régional)

* Ces différentes discussions s'articulent autour de l'argumentation rapidement esquissée ci après. La spécificité des territoires et agricultures antillaises et leur insertion dans un contexte politique et réglementaire français pas forcément adapté aux réalités locales induit la nécessité d'une adaptation des dispositifs de production d'information. L'Observatoire pourrait remplir cette fonction.

Martinique, PRAM, Petit-Morne, 9 avril 2008

Personnes présentes

Prénom Nom	Organisme, Fonction	Tel/fax	email
Jean-François LE COQ	CIRAD, UPR ARENA, Costa Rica, économiste	506 8 859 16 08	jflecoq@cirad.fr
Elodie VALETTE	CIRAD, UMR TETIS, Montpellier, géographe	05 67 59 39 67	elodie.valette@cirad.fr
Claude VUILLAUME	CIRAD, Chargé de coopération régionale Caraïbe	05 90 86 17 73	claude.vuillaume@cirad.fr
Jean-Paul JOUANELLE	Conseil Général de la Martinique, Chargé de Mission, Animation des Grands Projets	05 96 59 84 54	jean-paul.jouanelle@cgste.mq
Kevin PINTE	Cemagref, Ingénieur Agro-environnement	05 96 71 21 07	kevin.pinte@cemagref.fr
Bertrand AUMAND	DAF Chef du service statistique	05 96 71 21 07	bertrand.aumand@agriculture.gouv.fr
Antoinette CELLAMEN-TERRANCE	Conseil Général SECI	05 96 76 73 36 05 96 76 82 24	stephanie.delacroix@cgste.mq
Geneviève GERME	Conseil Général, Ingénieur	05 96 59 83 08	genevieve.germe@cgste.mq
Patrick QUENEHERVE	IRD, représentant Marc Morell		queneherve@ird-mq.fr

Expériences et projets existants présentés lors de la réunion

- Activités de la cellule SIG du PRAM
- SIG972, Préfecture de Martinique
- SIGMA, Conseil Général
- Gestion des risques, Inf'Eau, Conseil Général
- Activités de coopération régionale, Conseil Général
- Enquêtes agricoles, DAF

Présentation des activités du PRAM (générales et usage SIG)

Intervenant : Kevin Pinte, CEMAGREF, ingénieur agro, chef de projet unité bassins versants martinique, unité AEMA, responsable cellule SIG PRAM

Le Pôle de Recherche Agro-environnementale de la Martinique (PRAM) regroupe trois établissements publics (Cemagref, Cirad, IRD). L'objectif du PRAM est de concevoir, « pour l'avenir de la Martinique et de la Caraïbe, une agriculture diversifiée et durable : garante du maintien de la ressource, soucieuse de préserver l'environnement et assurant aux exploitants des revenus satisfaisants. » Deux grands types de recherches sont inscrits dans la programmation : des recherches transversales et des recherches finalisées par filière. Elles se déclinent en plusieurs thèmes :

- gestion des territoires
- agri-environnement
- protection des végétaux
- organisation et caractérisation des sols de la Martinique
- diversification végétale (ananas, banane, arboriculture fruitière, maraîchage)
- productions animales

L'Observatoire hydrologique Caraïb HYCOS, IRD

<http://www.mq.ird.fr/Activites/Hydrologie.htm>

Contact : alain.laraque@ird-mq.fr

Partenaires : Conseil Général, Conseil Régional, le Comité de bassin, l'Office de l'Eau, Météo-France, la DIREN, etc.

Le projet Caraïbe-HYCOS, observatoire hydrologique couvre l'ensemble des îles des Petites et Grandes Antilles, et s'inscrit dans le cadre du programme WHYCOS (World Hydrological Cycle Observing System) de l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM), auquel l'Unité Observatoires Hydrologiques et Ingénierie (OBHI) est largement associée par le biais des composantes MED-HYCOS (Méditerranée), Niger-HYCOS et Volta-HYCOS en Afrique de l'Ouest, Mékong-HYCOS.

L'initiative WHYCOS fournit une base idéale et un cadre pour la coopération dans le suivi et l'évaluation des ressources en eau, pour le développement intégré et la gestion de ces ressources en eau au niveau de la communauté, du bassin, du pays, de la région, du continent et au niveau global. WHYCOS contribue à l'acquisition des connaissances sur les processus

hydrologiques, leur interaction avec le climat et l'environnement, et encourage l'échange de données sur les ressources en eau entre les secteurs d'activités en vue d'un développement durable.

Composante I - Prévention des catastrophes

- A – Aide à la prévision des crues et alerte
- B – Aide à la prévision des sécheresses

Composante II – Base de connaissances sur l'eau

- C – Evaluation des ressources en eau
- D – Evaluation et suivi des eaux souterraines
- E – Evaluation et suivi de la qualité de l'eau
- F – Bases de données sur les ressources en eau

Composante III – Coopération régionale

Objectif : l'amélioration de la coopération régionale au sein des Caraïbes, en terme de gestion des ressources hydrologiques et de problèmes environnementaux.

Question restante : où en est-on au niveau des 3 composantes en 2008 (projet 2005-2008) ?

Une cellule SIG

Composition: un agent d'un des trois organismes du PRAM (Cemagref depuis création du PRAM)

Missions et activités:

- Collecter, organiser et traiter les données géographiques
- Centraliser les commandes de données et logiciels
- Conseil technique (organisation d'ateliers, SIG972)
- Expertise pour les projets de recherche

Matériel/Données:

- 3 Licences Arcgis et stations de travail associées
- BD_Topo 2004, BD_Ortho 2004
- Carte pédologique, Modèles Numériques de Terrain, sole agricole
- Images satellites

Membre actif du Groupement d'utilisateur SIG972

Réflexion sur la mise en place d'un SIG en Intranet via une plateforme OpenSource (Valorisation du projet PARAGE?)

Diverses activités liées à la cellule SIG

Gestion intégrée des zones côtières : impact activités humaines sur bassin versant Le Robert (pollution, érosion)

Sur autres bassins versants : diagnostic agraire pour mise en œuvre MAE dans bassin versant (CACEM)

Portail SIG972

<http://194.199.98.78/>

Groupement d'utilisateurs chapeauté par Préfecture

SIG972 à été créé à la fin des années 1990 par la préfecture de Martinique pour mutualiser, partager et diffuser l'Information Géographique de la Martinique. Aujourd'hui, SIG972 regroupe une vingtaine d'acteurs de l'Information Géographique en Martinique :

- [DDE](#)
- [DIREN](#)
- [DAF](#)
- [GEODE](#)
- [ONF](#)
- [SAFER](#)
- [OMMM](#)
- [CEL](#)
- [ONCFS](#)
- [PNRM](#)
- [CIRAD](#)
- [IRD](#)
- [CEMAGREF](#)
- [CNASEA](#)
- [ADUAM](#)
- [DSDS](#)
- [ODE](#)
- [Agence des 50pas](#)
- [DRAC](#)

Une des premières actions de SIG972 a été de définir un "Protocole d'Accord" entre chacun des membres de ce groupe, qui définit des règles de fonctionnement, ainsi que des référentiels géographiques communs. Les référentiels utilisés sont : BDTOPO® et BDORTHO® ©IGN Paris, dans le système de projection Fort Desaix.

L'ensemble des acteurs de SIG972 travaillent en commun sur plusieurs dizaines de "couches" géographiques qui couvrent les thématiques classiques des Ressources Naturelles, des Littoraux, des Territoires et Sociétés, des Risques Naturels, de l'Environnement et de la Santé, des Cultures, des Territoires , etc...

L'Université des Antilles et de la Guyane met à disposition sa structure technique d'hébergement pour un site ftp d'échange/partage de données entre les membres de SIG972 ainsi que pour le site Web grand public de SIG972.

Un site Web, Géoportail de l'Information Géographique de la Martinique, est accessible au grand public, de la même manière que SIGMA. Aucun lien n'existe entre les deux initiatives, bien qu'une réflexion soit actuellement engagée sur une éventuelle collaboration.

SIG972, club d'utilisateurs, a aujourd'hui pour vocation de s'ouvrir plus largement pour porter projets plus vastes : passage annoncé en association 1901 puis GIP ?

Un projet de base de données « Connaissance » (???) serait actuellement porté par la Préfecture de la Martinique par un certain Jean-Philippe Pancrate, chargé de mission TIC. A creuser.

Projet PARAGE : Occupation Agricole dans les Régions Antilles Guyane

IRD SPOT CIRAD SIGbea, Restitution janvier 2008, clos aujourd'hui

Correspondant CIRAD : Gérard Lainé, gerard.laine@cirad.fr

Produits final : démonstrateur SIG web développé en Open source

Objectifs du projet

- **Evaluer l'apport de la télédétection pour le diagnostic agri-environnemental pour les Antilles et la Guyane**

- Support à la création et de mise à jour du parcellaire agricole et naturel
- Aide à la mise en place des réglementations
- Evaluation et suivi des risques

- **Renforcer la coopération entre les utilisateurs**

Partage de l'information géographique

- **Démontrer la capacité opérationnelle de la station SEAS de Guyane**

Statistique DAF

Intervenant : Bertrand Aumant, DAF service statistique

La DAF publie des statistiques agricoles annuelles, les comptes agricoles départementaux et des enquêtes de conjoncture (suivi des prix à la production). Les données sont, selon B. Aumant, un peu sous-mises en valeur : quelques récapitulatifs sur quelques produits majeurs mais pas tout.

Les activités actuelles sont focalisées autour de la préparation du recensement agricole qui aura lieu en 2010.

Données pas du tout mises en valeur : enquête **TERUTI** (nationale : à voir). Depuis 3 ans (2 enquêtes déjà) : suivi et évolution diachronique

Aucune valorisation de ces données, presque : totaux faits sur banane et canne, proches de la déclaration de surfaces

Forte demande de ce côté-là, notamment en formation Sig pour utilisation valorisation de ces données

Activités du Conseil Général

L'étendue des activités du Conseil Général de la Martinique en termes d'information spatiale et de systèmes d'information géographique pour la prise de décision est impressionnante. Son expertise en termes de management des risques naturels ont amené plusieurs pays de la région caraïbe (Sainte Lucie, la Dominique, Jamaïque, Venezuela) à solliciter le Conseil Général pour diffusion et transfert des compétences SIG.

Activités infographie et télégestion

Intervenante : Geneviève Germé, Ingénieur à la direction Eau, Conseil Général.

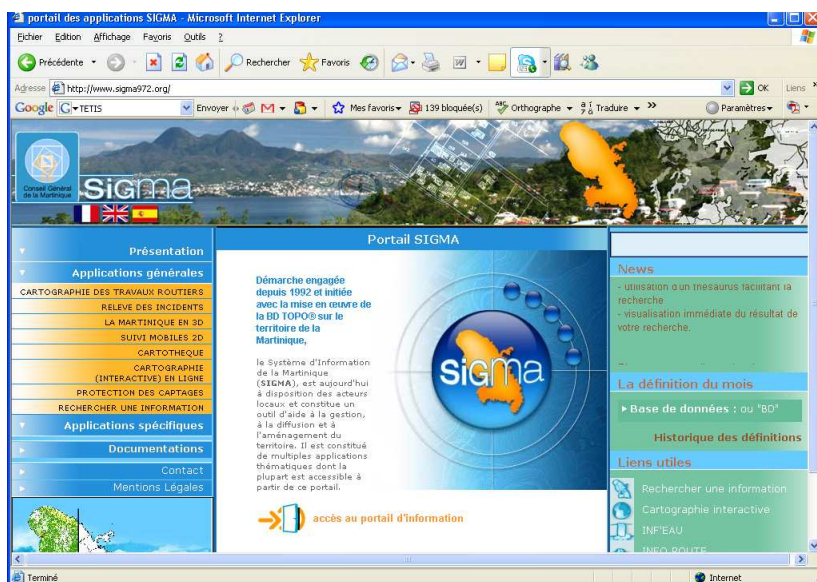
Présentation des activités d'infographie et de télégestion (prévention risques, surveillance environnementale, aléas (système alerte de crues sur bassins versants), surveillance routière), développées par le CG, à travers 5 portails web.

- **SIGMA** est un Système d'Information Géographique disponible en ligne pour affichage <http://www.sigma972.org/>

Le site propose une cartographie interactive, une cartothèque avec téléchargement de cartes thématiques en PDF, une cartographie actualisée des travaux routiers

Les principales données disponibles sont :

Sigma est voué à augmenter ses capacités.



- Le site **Inf'Eau** consigne des données quotidiennes sur la météo, l'hydrologie et la qualité de l'eau, à partir de plusieurs captages. L'information est accessible au grand public sur un site web. http://www.cgste.mq/portail_hydro/AfficherItemActu.asp

- Le site **InfoRisk**

Le Conseil Général a été amené à développer, pour ses besoins propres de gestion de son patrimoine et de sécurité de ses usagers, des compétences dans la gestion des risques collectifs, notamment dans les domaines des risques naturels majeurs, anthropiques et sanitaires. Concernant les risques naturels, le portail Info Risk opère de la surveillance hydrométéorologique, de la surveillance des mouvements de terrain ou autres risques naturels. http://www.cgste.mq/portail_risques/AfficherItem.asp?IDITEM=PACC&IDDOC=1

- Le portail **Info Route** propose de l'information routière (trafic, travaux,) en temps réel http://www.cgste.mq/portail_route/AfficherItem.asp?IDITEM=PACC&IDDOC=1

- Le portail **Trans'Info** propose un guide en ligne des transports départementaux <http://www.cgste.mq/transport/>

Activités de coopération régionale

Intervenant : Jean-Paul Jouannelle, Chargé de mission pour l'animation des grands projets au Conseil Général de Martinique

SIGMA, un outil moteur pour la coopération régionale

Diverses collaborations sont en cours ou en voie de finalisation sur la base de la valorisation de SIGMA.

Sainte-Lucie : Une étude de faisabilité pour un SiG national sur le modèle SIGMA est pratiquement finie. Réalisation envisagée sur financements INTERREG.

Dominique : réhabilitation route sur fonds AF. Le CG offre un appui des services techniques aux services techniques de la Dominique. Cela va sans doute amener au même type de démarche qu'à Ste Lucie (SIG routes).

Jamaïque : collaboration sur la thématique de la gestion et prévention des risques naturels. Demande de l'Agence de Prévention convention risques naturels Jamaïque (leader cedula) pour mettre en place un SIG (en sus d'un SIG existant) similaire à celui développé par le CG972 pour la gestion du cyclone (Dean) : projets de stages, de missions projet à monter dans les mois qui viennent.

Gestion des risques : une thématique porteuse

La thématique de la gestion et prévention des risques naturels, sur laquelle la Martinique est particulièrement compétente, est porteuse dans une perspective d'intégration de la région Caraïbe, intégration fortement appuyée par les élus.

Les instruments mis en place par le CG972 pour la protection des patrimoines et populations intéressent des pays voisins.

Intérêt de s'insérer dans une dynamique existante : depuis 1991, le CDERA (Institut de réponse de la Caraïbe aux situations d'urgence) a été mise en place par les Etats du Caricom et des projets ont été mis en place via de nombreuses sources de financements. Il s'agit aujourd'hui de s'insérer dans cette dynamique.

Fin décembre 2008 devrait se tenir une conférence CDERA (CARICOM agence intergouvernementale prévention risques) sur Systèmes d'Alertes Précoces

A terme, objectif d'être membre observateur CDERA (impossible d'être membre)

Le colloque Changement climatique de décembre 2006 a permis une prise de conscience de la nécessité de la coopération : la déclaration finale de ce colloque affiche un projet d'Observatoire du Changement Climatique. Cette option a été validée par l'assemblée plénière en janvier 2007. Une convention a été signée avec l'ONEAC (Obs nat changement climatique) qui aide à cette structuration.

Demandes formulées en termes d'information

- Intérêt partagé pour développer dans un premier temps un portail-inventaire redirigeant vers les différentes expériences (PRAM, CG, DAF), au minimum, avec forum collaboratif (DAF)
- Interopérabilité conservant spécificités de chacune des expériences plutôt que grosse BD globale
- intérêt d'appuyer la coopération régionale déjà engagée
- Intérêt pour réflexion thématique :
 - o Suivi interface agriculture /zones non bâtis : déprise, friche, changement d'occupation de sol (DAF)
 - o Agriculture biologique (SECI)
 - o Sécurité alimentaire
 - o Agriculture et environnement (chlordécone)(CG972)

(Conseil Général) Arriver à des SI sur les pollutions pour pouvoir lever le soupçon et agir politiquement : mettre en place des instruments de changement d'activité, etc.

L'ignorance est facteur d'aggravation dans cette situation

(PRAM-IRD) Danger à travailler sur une thématique négative...

- Le Conseil Général serait preneur d'une collaboration sur les bases d'un partage d'infos sur projets naissants ou en cours : convention en ces termes avec l'AFD, pouvant déboucher sur projets communs...
- Besoin en compléments d'études : agriculture biologique, enquêtes sur la perception des producteurs vis-à-vis des IT (innovations) proposés (SECI)⁶

Perceptions des acteurs sur l'initiative

- Diversité de l'information produite par grande diversité d'acteurs (comment l'organiser ?)
- Problème de la cohérence des données : bcp de gens travaillent sur les mêmes choses mais n'arrivent pas au même résultat : prix, rendement, volume bananes exportées...(Statistiques douanières insuffisamment précises)
- Inadéquation entre besoin en infos et données produites
- Problèmes d'accès et de confidentialité des données entre OECS et Antilles françaises soulevé
- Difficultés pressenties à traiter de l'impact environnemental des agricultures caribbéennes : demande très forte en cartographie des sols pollués mais impossibilité de la produire...
- nécessité d'associer les organismes de formation professionnelle (CFPPA, Etat, etc.)
- Intérêt réunions inter-partenaires inter-îles sur thématiques particulières avec acteurs intéressés
- Intérêt pour définir un/des éléments (un des points d'entrée) qui permette de réfléchir plus largement sur objectif de diversification agricole (sur avenir agriculture martiniquaise) : chlordécone, nouvelle réglementation, pression foncière, etc.
- Observatoire reçu favorablement si proposant une lecture plutôt que des données

⁶ Une thèse en cours signalée : Jean-Marc BLAZY - Bourse INRA (dpt SAE2/dptEA)
Titre de la thèse : Conditions d'adoption de systèmes de culture innovants. Introduction de plantes de service en substitution d'intrants chimiques dans les exploitations bananières en Guadeloupe.
Date de début de thèse : 01/01/2006 - Directeur de thèse : Marie-Françoise ZEBUS - Jean-Louis DIMAN

Propositions et participations envisagées dans le cadre de l'atelier de mai

Présentation des activités du PRAM aux deux ateliers de la Guadeloupe et de Sainte-Lucie
Participation du Conseil Général aux deux ateliers également.

Sainte-Lucie, IICA, 10 avril 2008

Personnes présentes

Prénom, Nom	Organisme, Fonction	Tel fax	Mail
Hon. Ezechieel JOSEPH	Minister	758-468-4174	minister@slumaffe.org
Hubert EMMANUEL	Permanent Secretary, Ministry of Agriculture	452-5210	hu_007@hotmail.com
Lench FEVRIER	MAFF	1-758 4684118	capo@slumaffe.org
Kerde SEVERIN	Chamber of Agriculture	758-452-2494	kerdeseverin@yahoo.com
Eden COMPTON	MALFF	758-468-4125 758-488-0880	eaecompty@yahoo.com
Everton AMBROSE	IICA	758 451 676011	everton.ambrose@iica.int
Jason ERNEST	Ministry of Agriculture	1-758-4684112	jasonernest2000@yahoo.com
George ALCEE	Affaires agricoles, OECS	1-758-4556345	galcee@oecs.org
Albert ST CLAIR	St-Lucia Floral coop. (secretary) VP Chamber of Agriculture	758 452 48 53	almata82@gmail.com
Horace WALTERS	Pres. St Lucia Pig Farmers Coop. Chair Livestock Dev Comm.	758-452 4478	hwalters8446@hotmail.com
Davis Hippolyte	Black-Bay Small Farmers	758-4543213	patrick.hernandez@insee.fr
C. MELCHOIR	Black-Bay Small Farmers	758-4543213	choixmelchoir@hotmail.com
Géraldine SUIRE	Ambassade de France, Sainte-Lucie	758-455 6073	geraldine.suire@diplomatie.gouv.fr
Claude VUILLAUME	CIRAD, Chargé de coopération régionale Caraïbe	05 90 86 17 73	claude.vuillaume@cirad.fr
Jean-François LE COQ	CIRAD, UPR ARENA, Costa Rica, économiste	506 8 859 16 08	jflecoq@cirad.fr
Elodie VALETTE	CIRAD, UMR TETIS, Montpellier, géographe	05 67 59 39 67	elodie.valette@cirad.fr

La réunion s'est déroulée dans de très bonnes conditions.

Le ministre de l'Agriculture était présent, ainsi que le PS, le directeur de l'agriculture, le responsable de la chambre d'agriculture et quelques OP.

La participation large et variée a rendu la réunion très riche en échanges et discussions.

Perceptions des acteurs sur l'initiative

Le Ministre a souligné son intérêt pour les initiatives qui permettent d'appuyer la production agricole et les producteurs.

La perception générale (Ministère, OPs présentes,...) est bonne, l'attitude montre un intérêt pour tout projet permettant de développer l'agriculture et de développer des actions d'amélioration de la collecte et gestion de l'information ainsi que sur la formation (outils) et renforcement des capacités.

Commentaires et appréciations

Les discussions avec l'ensemble des partenaires ont permis de faire émerger les points suivants :

- le processus en cours de formulation de politique agricole entraîne des besoins d'information pour le suivi et l'évaluation de l'impact des politiques passés et pour formulées des politiques prenant en compte les évolutions rapides et récentes de l'agriculture et du contexte (croissance du tourisme rapide)
- les liens entre tourisme et développement agricole est un thème transversal important.
- il existe une nouvelle génération d'entrepreneurs, une banque de développement existe, mais comment favorisé et intéressé plus le secteur privé à investir dans l'agriculture.
- l'appui au développement des OP est encore erratique, les OP manquent de cohésions, etc....
- le système de vulgarisation est peu développé et les agents manquent d'informations pour agir efficacement
- il est important de collaborer avec le CARDI afin d'éviter de dupliquer les efforts
- il existe de nombreux exercice de construction de projet ou planification mais peu de mise en œuvre effective (le projet futur ne doit pas tomber dans ce travers)

Demandes formulées en termes d'information

Certaines demandes ou besoins ont été plus particulièrement exprimés par les partenaires locaux :

- besoin d'instruments pour construire une politique d'usage du sol (land use planning) – en incluant les dynamiques d'élevage
- besoin en renforcement de capacité en matière d'analyse de filière notamment par rapport au problème de sécurité et sureté alimentaire
- besoin de définir une politique d'appui aux OPs et de redefinir les systemes de vulgarisation agricole
- besoin en recherche pratique pour trouver des solutions techniques permettant de réduire les couts de l'alimentation animale
- besoin d'appui pour construire une stratégie commerciale et une planification
- autres demandes plus spécifiques :
- inventaire des maladies végétales

Saint Vincent et les Grenadines, 14 avril 08, Ministry of Agriculture

Présents

Prénom Nom	Organisme Fonction	Tel fax	Mail
Hon. Montgomery Daniel	Minister		
Raymond Ryan	Fisheries, Ministry of Agriculture	758-468-4125 758-488-0880	eaecompty@yahoo.com
Reuben Robertson	Ministry of Agriculture		office.agric@mail.gov.uc reubenrobertson@yahoo.com
Allan Alexander	PS		
Chanda Davis	UNDP	784-532-8810	chandamdor@yahoo.com
H. Walters	Pres. St Lucia Pig Farmers Coop. Chair Livestock Dev Comm.	758-452 4478	hwalters8446@hotmail.com
Jean-François LE COQ	CIRAD, UPR ARENA, Costa Rica, économiste	506 8 859 16 08	jflecoq@cirad.fr
Elodie VALETTE	CIRAD, UMR TETIS, Montpellier, géographe	05 67 59 39 67	elodie.valette@cirad.fr

Commentaire général

La réunion a débuté dans des conditions relativement difficiles. Le ministre fort occupé a du s'absenter et a démontré une attention restreinte (voire une certaine réserve au départ).

La connaissance générale du projet et de la dynamique était relativement réduite.

La réunion a ainsi permis de faire une première sensibilisation : les commentaires ont principalement porté sur des questions d'éclaircissement sur la dynamique, son financement, son calendrier de préparation.

La réunion s'est achevée sur une ouverture, les participants ont finalement démontré un intérêt pour le projet et souhaitent suivre l'évolution du processus de construction et se positionneront plus clairement de manière formelle sur la base d'une proposition de projet plus abouti.

Perceptions des acteurs sur l'initiative

Le Ministre (nouvellement nommé) a souhaité des informations complémentaires sur la portée du projet (niveau caraïbe française / caraïbe anglo-saxonne), le coût du projet et son financement, et des précisions sur les produits espérés.

Il s'est déclaré favorable au projet mais souhaite se positionner de manière plus précise dans une phase ultérieure de la construction du projet (sur une logique d'offre, pas de co-construction)

Commentaires et appréciations

L'appréciation générale est finalement bonne, intérêts de la part du PS et du directeur d'agriculture.

Les discussions avec l'ensemble des partenaires ont permis de faire émerger les demandes suivantes :

- besoin en renforcement de capacité pour accroître la valeur ajoutée des productions agricoles, animales, et de la pêche.
- besoin en renforcement des capacités des organisations de producteurs
- besoin en renforcement de capacités pour les services de vulgarisation en termes d'approche utilisant les concepts de systèmes d'activités.
- besoin en terme de coopération pour la gestion de la mise en quarantaine, pouvant s'appuyer sur l'usage de GIS.

L'importance d'un appui au niveau des Etats est cruciale pour le bon fonctionnement des réseaux régionaux. En effet, l'initiative régionale CAMID ne fonctionne pas par manque de capacité, d'organisation et d'appui au niveau des Etats.

Il existe déjà une initiative de la FAO pour avoir des statistiques permettant de désagréger les informations prenant en compte le genre, mais cela suscite des questions techniques en terme de collecte et de traitement de données ainsi que des questions plus globales : comment mesurer la contribution à l'agriculture selon les genres ? (Note : c'est une des questions abordées par le programme SPARC du PNUD)

Demandes formulées en termes d'information

- Intérêt pour les « Market information system »
- Intérêt pour les formations (cf. commentaire et appréciation)

Grenada, 15 avril 08, Ministry of Agriculture

Présents

Name	Organisme, fonction	Tel/fax	Mail
Hon. Gregory Bowen	Deputy Prime Minister and Minister for Agriculture, Lands, Forestry, Fisheries, Public Utilities, Energy		
Randolph Shears	Ministry of agriculture, Chief Exs Officer	(473) 440- 419	rjshears1961@yahoo.com
Roderick St Clair	Marketing National Importing Board	473 440 1791	mountainspice@gmail.com
LaVerne Mapp	Ministry of Agriculture, Planning Unit	473 440 2108	lamappa@yahoo.com
Ntaba L. Cornwall	Grenada Co-operative Nutmeg Association	440 2117	gagcna@yahoo.com
Guido Marcelle	Produce Chemist Laboratory	440 01 05 440 32 73	guimacel@caribsurf.com
Cosmos Joseph	IICA	473 440 41 86	iicagda@spiceisle.com
Reginald Andall	CARDI	443 54 59	cardignd@spiceisle.com
Paul Graham	Ministry of Agriculture, Pest Management Officer	440 00 19	pma@spiceisle.com paulgraham@spiceisle.com
Shira Baldeo	Agronomy division, Chief Agronomist	440 3178 440 41 91	sjbaldeo@hotmail.com
Dr Malachy Dottim	Ministry of Agriculture, Director of Research	409 1219	malachyd@hotmail.com
Claude De Allie	Ministry of Agriculture, Veterinary Officer	440 31 95	cdeallie@caribsurf.com
Aaron François	Ministry of Agriculture, Planning Division	440 27 08	aafrancois2002@yahoo.com
Jean-François LE COQ	CIRAD, UPR ARENA, Costa Rica, économiste	506 8 859 16 08	jflecoq@cirad.fr
Elodie VALETTE	CIRAD, UMR TETIS, Montpellier, géographe	05 67 59 39 67	elodie.valette@cirad.fr
Claude VUILLAUME	CIRAD, Chargé de coopération régionale Caraïbe	05 90 86 17 73	claud.vuillaume@cirad.fr

La réunion s'est déroulée dans de très bonnes conditions.

Le ministre de l'Agriculture était présent et a fortement appuyé l'initiative.

La présentation très informée et chaleureuse des raisons de notre présence réalisée par A. François, responsable de la Planning Division, a dès le début montré la bonne compréhension de la dynamique de travail en cours, l'accueil extrêmement positif du projet, et un réel engagement du Ministère.

La présence en nombre d'agents du ministère, de membres du Cardi et de l'IICA et d'organisations de producteurs a permis une réunion très riche en échanges et discussions. N'était pas représentée l'ART (Agency for Rural Transformation in Grenada) : à contacter.

Perceptions des acteurs sur l'initiative

Le Ministre souligne l'importance de s'appuyer sur la coopération régionale (OECS ou CARICOM) pour permettre d'assurer la sécurité alimentaire de chacun des territoires (Expérience d'appui (20 millions de dollars) au Guiana, pour développer la production de riz afin d'approvisionner le marché de la Grenade – sécurité alimentaire).

Il insiste sur :

- l'importance des échanges d'information, en soulignant la nécessité complémentaire de renforcer l'assistance technique de la part des Centres de Recherche.
- la nécessité d'une meilleure information sur les coûts et les marchés des intrants (où acheter ? à qui ? à quel prix ?) afin de pouvoir construire des actions collectives au niveau régional (achat groupés entre les îles de l'OECS), comme cela existe déjà pour les produits pharmaceutiques.

Une étude de systèmes d'approvisionnement en intrants à l'échelle régionale pourrait répondre à cette demande.

Commentaires et appréciations

Les discussions avec l'ensemble des partenaires ont permis de faire émerger les commentaires suivants :

- Intérêt d'un partage d'information en direction de l'aide à la décision

Importance du partage d'information pour ne pas répéter les erreurs commises, piloter la planification, et construire des politiques publiques

Nécessité d'une dynamique régionale de partage de résultats des travaux de recherches et des initiatives locales pour rationaliser et permettre la prise de décisions au niveau de chacune des îles.

- Intérêt pour un partage d'information à l'échelle régionale

- Importance d'associer les OP directement à la construction du projet

Beaucoup d'initiatives existent et ont existé au niveau des institutions (MOAs) et organismes de recherche (IICA, CARDI, CIRAD, etc.) mais une approche bottom-up permettrait de véritablement refléter les besoins réels des agriculteurs et de les insérer directement dans le projet, afin de les aider concrètement. - "The project has to move to the farmers"

De fait, il serait intéressant de renforcer des réseaux d'échange entre les producteurs et organisations de producteurs.

Un participant propose qu'un agent du ministère spécifiquement assignés à l'appui aux OP pourrait permettre de relier les dynamiques : appui, assistance au management, etc. de manière plus efficace que cela n'est actuellement.

- L'amélioration du partage de l'information nécessite (ou devra permettre) de changer les mentalités, et de sortir de pratiques de « secret » (information=pouvoir)

- Enjeu de l'utilité effective et de l'appropriation future de l'Observatoire

Le renforcement des OP par le biais d'activités liées aux TIC requiert que les TIC soient un outil utilisé et utilisable par les acteurs. Des activités de formation sont cruciales mais il faudra également prendre en compte la nécessité d'appui en termes de logiciels et de matériels.

- Importance d'une réflexion sur la gouvernance des systèmes d'information notamment aux implications en termes de pouvoir, compétition, concurrence entre les acteurs. Quelles informations sont partageables ? Quelles informations sont confidentielles et doivent le rester ? Qui est propriétaire des données et des informations ? Qui porte le projet ?

Demandes formulées en termes d'information

- Intérêt pour un diagnostic de l'information disponible et sa construction

Comment est construite et collectée l'information? Comment est-elle transformée et transmise aux agriculteurs ? Comment améliorer cette collecte et ce transfert ?

- Différents besoins exprimés par filières ou thématiques

- Partager semences/intrants et/ou compétences, au-delà du simple partage d'information – problèmes pour accéder aux semences améliorés liés à la non volonté des partenaires d'autre pays de fournir ces semences (compétition)

- Besoins en gestion intégrée des pestes animales et végétales (échange d'infos, formation, de façon à changer les stratégies de management). Cette gestion passe par une nécessaire harmonisation et transparence des législations animales.

- Intérêt pour la thématique des risques et management des catastrophes naturelles (usage de l'information spatiale)

La récurrence d'événements climatiques extrêmes (cf. Ivan 2005, Emily, 2006) et leur impact sur les espaces et les agricultures invite à concevoir des systèmes de collecte d'information rapides. Dans ce contexte, une demande existe notamment pour l'évaluation diachronique de l'usage du sol. Plus largement, une réflexion sur l'usage de l'information spatiale pourrait être menée avec profit.

Saint-Kitts and Nevis, 17 avril 2008, Ministry of Agriculture

Présents

Prénom Nom	Organisme, Fonction	Tel/fax	email
Hon. Cedric R. LIBURD	Minister of Agriculture		minhalfaca@caribsurf.com crliburd@hotmail.com
Hermina Morton ANTHONY	Permanent Secretary	869-467-1025	hafcca@gmail.com
Keith ST CLAIR PHILLIP	Ministry of Agriculture, Police and Planning Unit, Director	869 466 66 84 869 466 59 69	ppuminag@gmail.com
Jerome THOMAS	Ministry of Agriculture, Police and Planning Unit	869 465 2521	Jerome.thomas@gov.kn
Jean-François LE COQ	CIRAD, UPR ARENA, Costa Rica, économiste	506 8 859 16 08	jflecoq@cirad.fr
Elodie VALETTE	CIRAD, UMR TETIS, Montpellier, géographe	05 67 59 39 67	elodie.valette@cirad.fr
Claude VUILLAUME	CIRAD, Chargé de coopération régionale Caraïbe	05 90 86 17 73	claude.vuillaume@cirad.fr

Perceptions des acteurs sur l'initiative

La réunion s'est déroulée dans de très bonnes conditions.

Le ministre de l'Agriculture était présent au début de la rencontre et a appuyé l'initiative, dans un contexte de fort besoin d'appui et d'information, pour appuyer la restructuration profonde de l'agriculture suite à la fermeture en 2005 de l'usine de canne à sucre (filière traditionnelle principale).

Commentaires et appréciations

Un fort intérêt est émis pour le développement de coopération avec le Cirad sur une large gamme d'interventions (technique, études, etc...). Les participants ont montré un intérêt certain pour le projet d'observatoire.

Dans un contexte de restructuration profonde de l'agriculture, les questionnements sont nombreux : quels types d'agriculture pour l'avenir ?, comment mieux faire profiter l'agriculture locale du développement rapide et important du tourisme (certification, normes) ?

Dans ce contexte de transition, les besoins d'information (étude diagnostique, remote sensing,...) sont particulièrement forts pour construire des politiques agricoles adaptées et ont fait l'objet d'une demande claire de la part des partenaires.

Dominica, 18 avril 2008, siège de DEXIA

Présents

Nom, Prénom	Organisme, Fonction	Tel/fax	email
Lloyd Pascal	DEXIA	4482780 4486308	dexia@cwdom.dm
Manley James	MOAF	2663822	citrusjam@hotmail.com
Liam Laurent	MOA	266 3525	aimscoordinator@cwdom.dm
Dorian Etienne	CARDI	448 2715	cardi@cwdom.dm
Kervin Stephenson	IICA	448 4502	kervin.stephenson@iica.int iicadm@cwdom.dm
Richard Allport	MOA	225 8066	allportrs@gmail.com
M. Joseph	Hucksters Assoc.	4480878	hucksters@cwdom.dm
Lisa Gilbert	MOA	226 32 69	Lisagilbert25@gmail.com
John Jorge (?)	SPAT		spat@cwdom.dm
Errol Harris	Dominica Poultry Ass	4484091	errolmar@cwdom.dm
Rawle Leslie	d/ca State College	277 80 66	raw_leslie@hotmail.com
Claxton Smillingfoad	NIPPA (pineapple)	275 1523	porkupine@cwdom.dm
Marcella Harris	WINFA NPPC	448 4091	errolmar@cwdom.dm
Ginny Riviere	Consultant	445 6452	ginny@cwdom.dm
Jennifer Aird	Domini Corporation CEO	449 9681	admin@domini.dm

La réunion s'est déroulée dans de très bonnes conditions. Un grand nombre de participants étaient présents, et parmi eux, beaucoup d'organisation de producteurs. Les discussions ont été riches et animées.

La ministre, excusée, a fait part, via le Permanent Secretary, de son intérêt et de son appui pour l'initiative et sa mise en oeuvre, pour le bénéfice de la Dominique mais également pour le renforcement de la coopération régionale.

La présentation très informée de la PS a permis de commencer la réunion dans des conditions de confiance et d'intérêt mutuels. L'appui aux OP a été placé au centre de cette présentation, en tant qu'enjeu essentiel du futur Observatoire.

La PS a rappelé en termes positifs l'expérience passée de coopération INRA-CIRAD avec le ministère de l'agriculture (formation, extension programs, travail sur filière port et plantain, etc.)

Les discussions avec l'ensemble des partenaires ont permis de faire émerger les commentaires suivants :

- Intérêt d'une prise en compte des expériences existantes : IICA, CARDI, UNDP, Farmer profile database, GIS land use, Food balance sheets (FAO), etc. : qu'est-ce qui marche? Qu'est-ce qui ne marche pas?

Comment positionner le futur Observatoire pour qu'il soit fonctionnel, non redondant et utile et profitable pour les Etats de l'OECS ? Au-delà du réseau de recherche, un réseau d'assistance et d'appui serait plus intéressant.

- Intérêt pour un partage d'information à l'échelle régionale, avec un focus non pas tant sur la donnée que sur l'analyse de ces données. Assistance technique sur l'amélioration de la collecte (qualité et efficacité) de l'information, ainsi que sur son analyse, son traitement et sa diffusion.

- Importance d'associer les OP directement à la construction du projet et d'accroître les capacités d'action des OP. Importance donc d'identifier et construire l'information correspondant aux attentes des OP (producteurs, OP, institutions)

- Importance d'une réflexion sur la gouvernance des systèmes d'information notamment aux implications en termes de pouvoir, compétition, concurrence entre les acteurs. Quelles informations sont partageables ? Quelles informations sont confidentielles et doivent le rester ? Qui est propriétaire des données et des informations ? Qui porte le projet ?

Les questions ont ainsi également porté sur le type d'Observatoire prévu : qu'allons-nous observer ? comment ? avec qui ?

Quel type de données collecter ? De quelles données avons-nous besoin ?

Pour qui ? Le producteur ? L'OP ? Les institutions ?

Concrètement, à quel niveau devrions-nous commencer ?

Annexe 5 : Proposition de programme de l'atelier (Guadeloupe – Martinique) du 21 au 22 mai 2008 en Guadeloupe

“Vers un observatoire des agricultures et des territoires de la Caraïbe”

**Atelier
21-22 mai 2008**

**Créole Beach Hôtel, Guadeloupe
CIRAD et partenaires**

Objectifs de l'atelier :

Objectif général:

Préparation d'un projet d'un observatoire des agricultures et des territoires en région Caraïbe

Objectifs spécifiques :

- identifier les enjeux principaux des territoires qui fonderaient l'intérêt d'un observatoire (identification des besoins / demandes)
- identifier les expériences passées, en cours et à venir en termes de gestion et d'échange d'information (systèmes d'information, réseaux, forums, formation, etc.) : état des lieux de l'offre actuelle et les besoins en information
- définir et programmer des actions spécifiques (sectorielles et/ou locales) pour une mise en œuvre rapide
- ébaucher une ébauche d'un pré-projet pour soumission aux secrétariats techniques (INTERREG et FCR dans un premier temps) à échéance fin juin 2008, puis fin décembre 2008 un projet pour la mise en œuvre d'une dynamique de coopération régionale

Produits attendus

- un inventaire des expériences en matière de systèmes d'information et d'appuis aux OP => ce produit pourrait prendre la forme d'un document : « recueil d'expériences de système d'information dans la Caraïbe » où seraient compilées les présentations pwp et les textes des interventions réalisées au cours de l'atelier
- la programmation d'actions ponctuelles pour une mise en œuvre rapide
- un document préliminaire de projet pour soumission aux bailleurs, présentant clairement les orientations, les lignes d'actions et les principes de fonctionnement de l'observatoire

Participants : Conseil Régional Guadeloupe, Conseil Général Martinique, DAF Guadeloupe et Martinique, DIREN, Chambres d'agriculture Guadeloupe et Martinique, UAG, IEDOM, AFD, INSEE, DRCE Commerce extérieur, Douanes, AGRIGUA, CNASEA, INRA, CEMAGREF, IRD, CTICS, SAFER et CIRAD.

Programme

Mercredi 21 mai 2008

8.00 Accueil des participants

8.30 Session d'ouverture

- Discours inauguration : DAF, Conseil Régional, Chambre agriculture.
- Philippe Godon / Claude Vuillaume, CIRAD

Session 1- Les observatoires dans les enjeux de développement agricole et rural

9.00 Jean-Philippe Tonneau & Jacques Marzin, CIRAD

questions / débat - plénière

10.00 Pause café

Session 2 – Partage d'expériences DFA (1) : bases de données, SI, information spatiale, recensement agricole

10.15 Chambre d'agriculture Guadeloupe et Martinique Observatoire économique de l'agriculture Soubdhan / Sully Gabon / Nicaise Montrose

10.45 DAF Guadeloupe et Martinique Pierre Rella / Bertrand Aumand, Francine Dubuc, recensement, enquêtes, SIG et Club SIG

11.15 AGRIGUA Yolène Vangout

11.30 DIREN Louis Redaud Systèmes d'information : eau et espace naturel et données géographiques partagées

11.45 SIGMA, Conseil Général Martinique : Geneviève Germe / Jean Paul Jouanelle

12.15 Université Antilles Guyane : Maurice Burach / Fred Célimène / Alain Maurin / Jean-Gabriel Montauban / Marylène Troupe / Jean Vaillant

12.45-14.00 Déjeuner restaurant "La route des épices"

Session 3 – Partage d'expériences DFA (2) : réseaux de recherche et travaux de recherche

14.00 PRAM Martinique : SIG972 Kevin Pinte

14.30 Expériences CIRAD Guadeloupe : Projet Tsigane (Rainette,...) Sylvain Soulard et CaribVet Thierry Le François : Epidémiologie, enquêtes, BD, SIG.

15.00 INRA Guadeloupe Systèmes d'information et outils d'aide à la décision Jean-Louis Diman / Harry Ozier Lafontaine / Yves Marie Cabidoche

15.30 INSEE Agreste et INSEE - IEDOM - AFD : projet CEROM, modèle TABLO, Patrick Hernandez / Thomas Gubernatis / Patrick Peaucellier / Marie Hélène Buré Paulin

16.00 Pause café

Session 4 - Partage d'expériences dans les régions OECS et Caraïbe insulaire

16.15 Caraïb Hycos et autres projets régionaux IRD, IRD Patrick Queneherve

16.45 Le projet SIG Sainte Lucie et autres projets (La Dominique) Conseil régional

17.00 Statistical Agricultural Annual Review, FAO et SPARC and CARUTA (UNDP), Elodie Valette

17.15 CARaPn /IICA, CARDI/CTA, Hub and Spokes, projet OECS Claude Vuillaume

17.30 Haïti et Cuba Jean Philippe Tonneau et Jacques Marzin

17.45 Fin des activités journée 1

Jeudi 22 mai 2008

8.00- 10.00 Session 5 – Thèmes prioritaires pour le projet d’Observatoire

Animateurs : J. Imbernon, J Marzin, JP Tonneau, CIRAD et partenaires

10.30 Pause Café

Objectif : Un Observatoire pour observer quoi ? Identifier les thèmes prioritaires à traiter dans le contexte du projet d’Observatoire :

- Synthèse du jour 1. Identification des enjeux et problématiques.
- Proposition et choix de thèmes prioritaires

10.30 – 12.30 Session 6. Groupes de travail sur les différents thèmes

Objectif : sur la base des problématiques identifiées, se concentrer sur les besoins spécifiques relatifs à chaque thème prioritaire choisi :

- Quelle information est collectée, traitée, créée ? Comment ?
- Quelles pourraient être les fonctions d’un Observatoire ?
- Quels pourraient être les utilisateurs d’un Observatoire ?

12.30-14.00 Déjeuner restaurant “La route des épices”

14.00-15h30 Session 7 – Definition d’actions prioritaires

(Quoi ? Quand ? Qui ?)

Groupes de travail par thème

L’objectif des groupes de travail est de définir des actions concrètes à mettre en œuvre dans un temps relativement court : quel type d’action ? Qui participe ? Qui est porteur ? Quelles sont les échéances ?

15h30-16h00 pause

16.00-17h30 Session 8 – Travail sur le projet régional à venir : pré-écriture

- observatoire pour qui ?
- observatoire pour quels produits ?
- quelle méthode et échelle d’observation ?
- quelle information et quelles méthodes ?
- quelle gouvernance de l’observatoire ?
- quelles actions concrètes pour commencer ?

17.30 - 18.00 Restitution et débat (plénière)

Jacques Marzin, Jean-Philippe Tonneau et Jacques Imbernon

18h00 Clôture – Claude Vuillaume

18h30 Cocktail dinatoire, terrasse supérieure La Créole Beach

Towards Development of an Information Observatory for Agriculture and Rural Territories

*Workshop in Saint Lucia - May 27-29, 2008
Bay Gardens Inn, Rodney Bay*

BACKGROUND

In November 2006 the OECS Secretariat, CIRAD and IICA in partnership with a number of other agencies held a Dialogue and Discussion to strengthen collaboration with and between institutions whose work impact on the community of agriculture and rural life in the Eastern Caribbean States (ECS).

At that meeting it was agreed that steps would be taken to formalize this type of dialogue between the institutions. A follow-up meeting held in February 2007 agreed to the formation of a Consortium for Cooperation.

Among the needs identified by the stakeholders present was for a “credible information system” to be developed to support agriculture development and ensure continuity of actions. This need has been highlighted as critical at both the national and sub-regional levels. It is agreed that the generation of information is not lacking in the sector. However, access and adequate use of the information is sometimes cumbersome. It is for this and other reasons that an Information Observatory is being proposed to be developed and maintained within the frame of the Consortium.

This Observatory will serve as a complementary tool for research programmes which will contribute to development and dissemination of innovation. The Information Observatory should create a favourable environment for the sharing and emergence of collaborative information exchange for integrated/territorial development in rural communities.

A two and a half day workshop is being proposed to launch the Consortium and to introduce and develop the concept of the Information Observatory and inform on the benefits that can accrue from its development and use within the OECS.

IICA Saint Lucia, the proposed “Secretariat” of the Consortium, will provide logistics and coordinating support for the implementation of the activity.

The proposed programme for the activity is attached for perusal.

OBJECTIVES

Overall Objectives: The workshop is aimed at

- the development of an Information Observatory to Support Agri-business, Agriculture Research and Development in the Organisation of Eastern Caribbean States (OECS);
- the signing of the Consortium Agreement between the partner agencies.

Specific Objectives:

- Identify the various experiences in term of information management and sharing (Information Systems, networks, forum, trainings, etc.) in the OECS and identify the lacks and needs for information;
- Identify specific stakes at both local and regional levels to be addressed by the observatory (needs and demands);

Based on the issues identified and the initial analysis discussed at the first part of the meeting

- define and schedule collaborative preliminary actions to get started with
- design a draft project to be submitted before end of June 2008, then before end of December 2008.

PARTICIPANTS

- Ministries of Agriculture
- Ministries of Planning
- Statistics Department
- Farmers and Farmer Organizations
- Other Private Sector Stakeholders

PROPOSED PROGRAMME

DAY ONE

0800 Registration

0830 Opening session

- Una May Gordon, IICA
- Claude Vuillaume, CIRAD
- OECS Secretariat
- Minister for Information - **TBC**

0930 **SESSION I:** Observatories and Rural Development Issues

Objective: To introduce the concept of observatories and examine data monitoring progress in Agriculture and Rural Territories

0930 : 1000

Jean-Philippe Tonneau & Jacques Marzin, CIRAD

1000 : 1030

Diana Francis, IICA

1030 : 1100 **Coffee Break**

SESSION II: Sharing Experiences 1: OECS and MOA's

Objective: Each participant presents:

- The national/regional stakes related to agriculture
- The past, current and foreseen experiences in information sharing and management
- The lessons learned: what is working? What must not be done?
- The expected outcome from a network of information management and sharing

1115 : George Alcee, OECS Secretariat

1130 : Antigua and Barbuda

1145 : Dominica

SESSION II: Sharing Experiences 1: OECS and MOA's **[cont'd]**

1215 : St Kitts and Nevis

1230 : Saint Lucia

1245 : St Vincent and the Grenadines

1300 : 1330 Plenary

1330 : 1430 **Lunch**

SESSION III: Sharing Experiences 2: Research and Development Centres

1430 : CARaPn, IICA/CARDI/CTA
1445 : Statistical Agricultural Annual Review, FAO
1500 : SPARC and CARUTA, UNDP
1515 : University of West Indies
1530 : Caraïb Hycos, IRD

1545 : **Coffee Break**

1600 : Université Antilles Guyane
1615 : PRAM
1630 : INRA
1645 : SIGMA, Conseil Général Martinique
1700 : CIRAD : travaux Guadeloupe Rainette, Sucrette, Tsigane, etc.

1800 **SESSION IV: Signing of Consortium Agreement**

1900 Cocktail Reception, hosted by the French Embassy to the OECS

DAY TWO

SESSION V: Determining Priority Topics for the Project

Objective: Identify priority issues to be addressed by the Observatory Project

- Day one synthesis (review of existing initiatives, review of local and regional stakes in agriculture)
- Proposal and choice of priority topics

SESSION V: Priority Topics for the Project

0830 : 1230 **OPEN SESSION**

Chair Persons: J. Imbernon, J Marzin, JP Tonneau, CIRAD and IICA

1030 **Coffee Break**

1230 : 1400 **Lunch**

SESSION VI: Work Groups on Different Topics

Objective: Based on the issues identified on the day one, focus on the specific needs of each selected topic.

- What and how is the information collected, managed and created?
- What could be the functions of an Observatory?
- Who would be the users of the Observatory?

DAY THREE

0830 : 1000 **SESSION VII: Definition of Priority Actions to be Started and Addressed by the Information Observatory**

Objective: The objective of the Working Group is to define concrete actions to be developed per type of activities, who should participate, lead, timeframes, etc.

- The type of activities encompass: data management and analysis, training and capacity building, complementary original research, stakeholders dialogue support etc

1000 **Coffee Break**

DAY THREE [cont'd]

SESSION VIII: Definition of Priority Actions to be Started and Addressed by the Information Observatory

Objective: To reach agreement on Priorities and Define the Major Elements of the Project Concept in a Log Frame

Annexe 7 : Arbre à problèmes et à objectifs pour améliorer la compétitivité des petits producteurs des pays de l'OECS (Saint-Lucia, février 2007)

Figure 1: Problem Tree Showing Cause Relationship for Limited Competitiveness of Small Farmers in the OECS

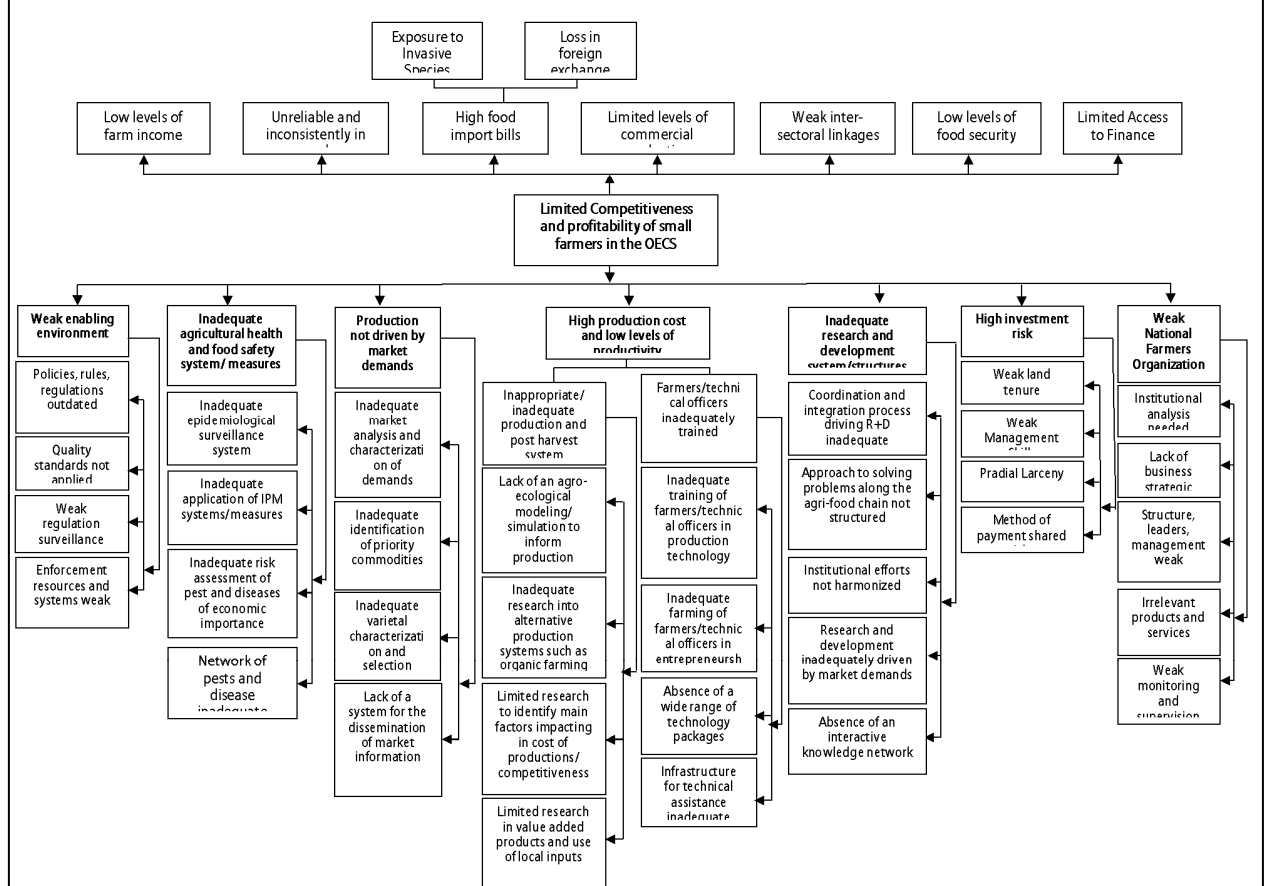
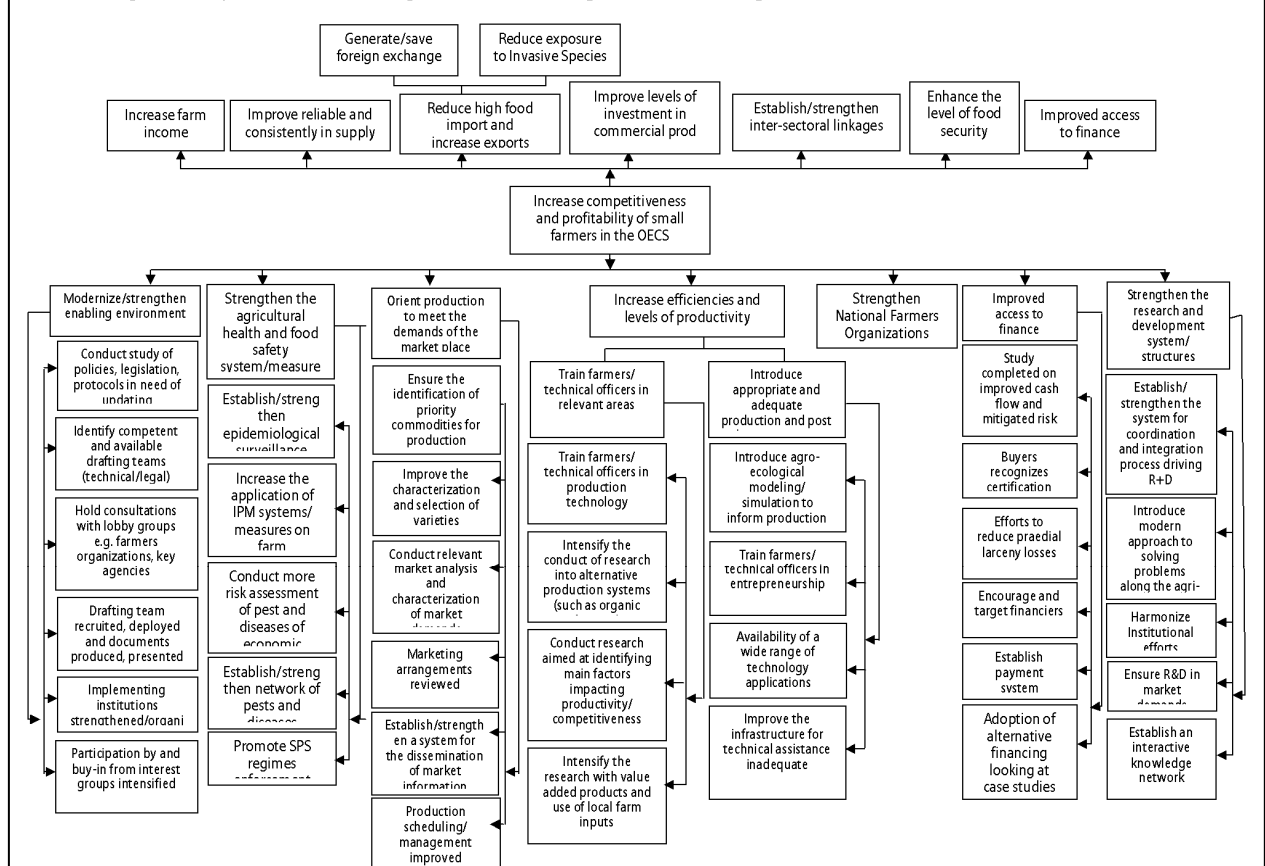


Figure 2: Objective Tree Showing Cause Relationship for Limited Competitiveness of Small Farmers in the OECS



Annexe 8 : Items prioritaires pour un Observatoire identifiés lors de la mission de L. Temple et M. Passouant, Mai 2006

Améliorer les conditions d'accès aux marchés de diversification agricole (alimentaire, industriel et énergétique) qui implique trois sous-composantes :

- Produire, standardiser valoriser l'information sur les prix agricoles entre les différents circuits de commercialisation (grande distribution ; marchés physiques..) et selon les niveaux d'observation : prix à la consommation, à la production..
- Expliciter les déterminants de l'évolution de la consommation alimentaire et sécuriser la consommation des produits guadeloupéens sur l'origine géographique, les conditions de production.
- Analyser les déterminants de la compétitivité des filières non alimentaires : fleurs, énergétique, bois, médicinales...

Contribuer à évaluer les impacts des pratiques et des pollutions agricoles sur l'environnement et les ressources naturelles.

La mise au point de systèmes d'informations permettant :

- d'évaluer les effets des différentes pollutions (pesticides, nitrate ; pollution diffuse [rémanence de certains produits], pollution ponctuelle) les plus problématiques et permettant d'analyser les risques.
- d'analyser les déterminants des pratiques agricoles, identifiant les leviers d'action pour les politiques publiques. Ceci pour contribuer aux opérations de zonage des espaces agricoles et urbains : émergence possible de ZAP, délimitation des périmètres de protection des zones de captage...
- la mise au point d'indicateurs appropriables par les acteurs pour mesurer la relation entre les pratiques agricoles (choix des cultures, intensification...) et la pression polluante sur les ressources naturelles : eau, espaces protégés principalement.

Contribuer à orienter les politiques d'aménagement et de gestion des territoires

- évaluation et caractérisation des impacts de l'urbanisation sur l'activité agricole : multifonctionnalité, marché foncier, disponibilités en eau, déchets, conflits d'usage, mise au point d'indicateurs caractérisant les relations entre la réglementation foncière, les structures d'exploitation et la gestion des friches agricoles en extension,
- aide à la définition et au suivi des plans locaux d'urbanisme (PLU) et du schéma d'aménagement régional (SAR)

Piloter les processus de diffusion des innovations techniques

- faire converger les dispositifs de diffusion de l'information techniques (matériel de plantation, techniques culturales...) sur les conditions de mise en œuvre des innovations liées aux transformations techniques vers une agriculture sans intrant: structures micro-économiques, rentabilité, besoins de compétences nouvelles, coordinations au sein des filières et des territoires,
- mettre en place des dispositifs de suivi des taux d'adoption et des innovations soutenues par la recherche et les pouvoirs publics.